



Université du Québec
École nationale d'administration publique

Rapport de stage

Session automne 2011

À l'attention de :

1) *Mr. Jean Isseri, DG du Carrefour Jeunesse-Emploi*

Côte-des-Neiges

2) *Mr. Vincent Fauque, Professeur à l'Énap, Québec*

Préparé par :

Anouar Zouaoui, étudiant à la maîtrise,

Stagiaire au Carrefour Jeunesse-Emploi Côte-des-neiges

Mandat :

Des budgets et états financiers des acteurs internationaux :

les États

BIBLIOTHÈQUE
ENAP
QUÉBEC

STA
2741

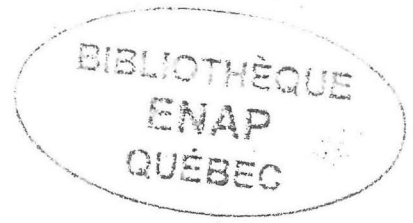


Table des matières

Introduction	2
Présentation de l'organisme hôte	3
Présentation du mandat	4
Recension des écrits	6
Méthodologie	19
Résultats	22
Conclusion	29
Bibliographie	33
Annexes	37

22 JUN 2012

RAPPORT DE STAGE

Mandat : Des budgets et états financiers des acteurs internationaux : les États.

Introduction

Somme-nous, alors que la mondialisation semble vivre son âge d'or, entrain d'assister au retour de l'État comme acteur économique fondamental¹ ? Les efforts consentis pendant le siècle passé pour rendre les frontières de plus en plus intangibles sont-ils entrain de s'effondrer²? La montée des partis de droite un peu partout³ n'est-elle pas l'expression d'une volonté des peuples de reprendre «leur destin en main», plutôt qu'un simple ras le bol général de l'inefficacité des mouvements de gauche?

Toutes ces questions m'ont interpellé quand j'ai commencé mon stage au Carrefour Jeunesse-Emploi (CJE) Côte-Des -Neiges, en automne 2011. La demande de Mr Jean Isseri, Directeur Général du Carrefour, était simple, et m'a permis de m'aventurer de façon approfondie dans l'analyse macroéconomique. La demande était de concevoir un tableau de bord qui relate les indicateurs macroéconomiques des pays de façon à ce qu'on puisse les intégrer dans une base de données à vocation plus large.

¹ L'État Providence, l'État régulateur ou encore l'État exerçant ses prérogatives classiques dans la formulation de ses politiques économiques. On peut distinguer dans ce contexte les États qui ont su garder un certain monopole sur leurs économies de ceux qui se sont alignés davantage aux exigences de l'économie globalisée : privatisation, baisse des impôts, dérégulation...

² Rappelons l'ouverture et l'interdépendance économique ont été souvent présentées comme le garant de la paix internationale, comme nous le rappelle le discours de l'ex Directeur Général du FMI Dominique Strauss-Kahn, datant du 23 octobre 2009 : «*Une occasion historique nous est donnée aujourd'hui de renouveler cet attachement au multilatéralisme et de l'adapter au monde (...). Nous devons tous ensemble relever ce défi. La paix de notre planète en dépend.*»

³ À noter que les mouvements de gauche sont en voie de perdre même dans leur terrain de prédilection, les pays scandinaves, où la droite a effectué une percée, notamment en Suède où l'extrême droite est représentée, pour la première fois au parlement, en 2010. L'apparition des mouvements du Tea Party aux ÉUA est une autre expression du repli identitaire en Occident.

Après avoir reçu l'approbation de mon encadreur Mr Vincent Fauque sur la démarche à suivre, je me suis lancé dans la recherche. Puisque la nature du Mandat n'exigeait que peu de présence dans les locaux du CJE, on s'est tenu à la discipline professionnelle suivante : entretiens téléphoniques et par vidéoconférence avec Mr Isseri et avec Mr Fauque, sur une base hebdomadaire, pour leur faire part de mon avancement, mais aussi avec Mr Gheorge Toporan, chargé du traitement géomatique du projet au sein du CJE.

Présentation du CJE Côte-Des-Neiges

Le Carrefour Jeunesse-emploi est un organisme à but non lucratif fondé en 1997. Il est soutenu par le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et par de nombreux partenaires locaux. Sa mission est de fournir des services intégrés et adaptés d'aide à l'intégration sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 35 ans, qu'ils soient prestataires de l'assistance-emploi, de l'assurance-emploi, aux études ou sans soutien public du revenu.

Les activités des Carrefour Jeunesse-emploi contribuent à lutter contre l'exclusion sociale, et s'articulent principalement autour des quatre volets suivants : d'abord l'information et la référence; ensuite la réinsertion scolaire; puis l'intégration, la réintégration et le maintien en emploi; et enfin la mise en valeur des aptitudes entrepreneuriales⁴.

On peut lire dans le site *infogeocom.org*⁵ : *«Face à la carence de services d'études dédiées aux organismes communautaires, ou aux coûts souvent prohibitifs de ces études, ou encore aux lenteurs des réalisations de ces études, le CJE a décidé après trois ans de démarches de prendre différentes mesures. Celles-ci sont destinées à répondre à ses besoins et également à ceux d'autres organismes communautaires parmi lesquels*

⁴ Définition extraite du «Mémoire portant sur le projet de loi 112, Loi pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale», Réseau des Carrefour Jeunesses-Emploi du Québec, Septembre 2002.

⁵ Ce site appartenant au CJE-CDN constitue une sorte de «branche informationnelle» de l'organisme. Il est le fruit de plusieurs années de cueillette, de classification et de traitement multiforme de données.

font partie les CJE du reste du Québec (...). Il s'agissait de recueillir suffisamment d'argent pour acheter des données provenant de Statistique Canada dans le cadre d'un programme mis en place par le Conseil canadien de Développement social. Ce programme porte le nom de SACASS (Stratégie d'accès communautaire aux statistiques sociales). Le programme SACASS a permis à la communauté montréalaise de se doter d'un forum de chercheurs, attachés pour certains aux institutions publiques et pour d'autres à des organismes communautaires. Ce regroupement a également permis à de nombreux experts formés par les Universités principalement québécoises de s'associer à la réalisation de projets de recherche.

C'est dans ce cadre que des stages de recherche sociale sont offerts à des professionnels issus de nos Universités.»

Description du mandat

Tel que sera étayé dans la troisième section de ce Rapport, le CJE œuvre à la tête d'un consortium d'organismes regroupés dans le cadre du projet SACASS (Stratégie d'accès communautaire aux statistiques sociales). Dans le but insatiable de compléter ces statistiques, Mr Isseri m'avait demandé au départ de centrer mes recherches sur les finances publiques du Canada et de quelques autres pays de l'OCDE, avec un accent sur la santé et les services sociaux.

Il s'en est suivie une première rencontre, pendant laquelle j'ai découvert le penchant de Mr. Isseri vers l'analyse macroéconomique et vers l'approche globale.

Selon Mr Isseri, la compilation des données macroéconomique nous dirait long sur l'état des finances publiques. L'approche globale selon lui, est indispensable pour comprendre les crises actuelles, leur genèse historique et les projections qu'on peut faire à la lueur de l'interdépendance des économies modernes.

C'est pour cette raison que la demande initiale qui se voulait restreinte aux pays de l'OCDE a été modifiée pour inclure tous les acteurs internationaux. Les recherches

étaient alors commencées quand ont a soulevé une réalité importante : si on commençait par les États, les indicateurs se trouvant dans les ouvrages et sites de références couvrent aussi bien les acteurs étatiques que les acteurs internationaux. Il est évident que les données publiées sur les finances publiques d'un pays vont inclure le volume d'échange avec ses voisins (c'est le cas des Organisations régionales ou des Traités de libre échange), avec le reste du monde (cas des traités bilatéraux ou des Organisations internationales), ou même parfois avec des ONG. Mon mandant s'est décidé alors de modifier ultimement la question de recherche qui est devenue la suivante : *Des budgets et finances publiques des acteurs internationaux : les États.*

Les tâches qui m'étaient confiées étaient la recherche la conception du tableau de bord regroupant l'ensemble des données compilées de façon à pouvoir les intégrer ensuite dans la carte interactive du site *infogeocom.org*.

La recherche consiste d'abord à recenser les écrits les plus récents, mais aussi ceux qui sont fondamentaux sur les finances publiques. Il s'agissait ensuite de sélectionner les indicateurs économiques et financiers les plus pertinents⁶. Il s'agissait à ce niveau de permettre à l'internaute moyen de se familiariser avec les agrégats et la méthode quantitative, mais aussi aux visiteurs les plus exercés de trouver satisfaction. Il était question après de retracer l'évolution des indicateurs dans le temps, dans la mesure où la représentation, qu'elle soit graphique, listée ou cartographiée, puisse décrire les moments clés de l'histoire économique moderne.

La seconde étape consistait à répertorier les indicateurs dans un tableau de bord Excel de la suite Microsoft Office. Il fallait les classifier, les renommer au besoin, y

⁶ La pertinence devait couvrir aussi bien les indicateurs que les unités de mesure. Les critères de la pertinence choisis sont la simplicité, la concision, la fiabilité, la proximité d'un public d'internautes moyen et la non-volatilité des données.

inclure les définitions, les sources, mais surtout y attribuer des codes pour pouvoir les retracer dans les bases de données de la Banque Mondiale⁷.

Mr Isseri m'avait demandé aussi de lui transmettre chaque semaine les résultats de mes travaux, et de communiquer fréquemment avec Mr Gheorge Toporan afin de pouvoir intégrer le mandat dans le site hôte.

Recension des écrits

Pourquoi la macroéconomie ?

Le cordon ombilical entre la micro et la macro économie semble difficile à couper, de même que celui entre l'économie réelle et l'économie virtuelle. Si certains auteurs, comme Mr. Etienne de Callataÿ⁸, partent de la microéconomie c'est-à-dire de la situation des marchés pour extrapoler et aboutir sur les finances publiques, nous avons privilégié dans ce stage l'analyse macroéconomique, même si les conclusions auxquelles nous parviendront correspondent en grande partie aux pistes de réponses apportées par cet auteur⁹. Cette démarche est basée sur une conviction du rôle encore prépondérant de l'État dans la régulation économique : l'État encore souverain, incitateur, investisseur et instigateur.

Cette conviction, partagée avec Mr Isseri et avec bon nombre d'économistes¹⁰ constitue notre paradigme fondamental dans ce rapport. En reliant tous les tableaux

⁷ Après de longues recherches, j'ai décidé de m'adosser sur les fichiers de la Banque Mondiale, comme nomenclature globale, et de les compléter par les données trouvées dans les autres ouvrages et sites de référence.

⁸ Etienne de Callataÿ est chef économiste à la Banque Degroof et président du Conseil d'administration au sein de Degroof Fund Management Company (DFMC). Ouvrage «*Confessions d'un économiste ordinaire; Comprendre la crise financière pour en tirer des leçons*», Ed Roularta Books, 2009.

⁹ Voir la section *Conclusion* de ce rapport

¹⁰ Selon Frédéric Poulon, la macroéconomie est avant tout une représentation hiérarchisée de l'économie, articulée entre les agents via des flux. En considérant d'emblée les relations entre les grands agrégats de l'économie, la macroéconomie cherche à expliciter ces relations et à prédire leur évolution face à une

du mandat aux grands agrégats économiques, nous avons cherché à comprendre l'équilibre général ciblé par la macroéconomie, par delà la stabilité partielle visée par la macroéconomie¹¹. Ceci n'enlève rien à l'importance de la microéconomie qui étudie le comportement, supposé rationnel, des agents en termes de production et de consommation, ainsi que de la fixation des prix et des revenus. En fait, si le but de la microéconomie est de trouver l'équilibre de marché, autrement dit les prix et les revenus qui équilibrent l'offre et la demande sur le marché, de façon à réaliser le plein emploi des ressources¹², la macroéconomie quant à elle, raisonne en terme d'offre globale et de demande globale¹³. Elle suppose l'existence d'imperfections dans le fonctionnement de l'économie du marché et conteste l'optimiste classique qui prône l'autorégulation par les simples mécanismes de l'offre et de la demande¹⁴. Dans les théories keynésiennes l'État doit absolument intervenir afin de rectifier ces anomalies que ce soit au niveau du pouvoir d'achat, de l'offre ou de l'investissement¹⁵.

Ainsi, l'État n'est pas à l'abri des turbulences qui se passent dans son marché, ses indicateurs macroéconomiques reflètent systématiquement l'état de sa microéconomie. Et si la situation économique des sociétés et des particuliers s'est nettement améliorée depuis la crise des sub-primes, notamment aux États-Unis et en Europe, la situation des finances publiques n'a pas affiché un bilan encourageant. La question qui se pose alors est la suivante : est-ce que ce sont les autorités publiques qui ont du écoper finalement les frais des crises répétitives ?

modification des conditions, qu'il s'agisse d'un choc (augmentation de prix du pétrole) ou d'une politique économique délibérée.

¹¹ Frédéric Poulon, «*Économie générale*», Ed. Dunod, Paris, 2005.

¹² Cette idée est le cœur des théories économiques classiques qui se fondent sur la rationalité présumée des agents économiques et sur le postulat «L'offre crée sa propre demande» pour justifier l'idée qu'en cas de concurrence parfaite, il ne peut y avoir de crise économique dans une économie de marché. Jean Baptiste Say était l'un de ses imminents détenteurs.

¹³ Pascal Combemale, *Introduction à Keynes*, Paris, La Découverte, 2006, 3^e éd.

¹⁴ Théories classiques de Say, Ricardo et Jeremy Bentham.

¹⁵ On n'est pas loin des idées de Keynes encore aujourd'hui, car les causes principales de la crise de 2008 nous rappellent les critiques adressées à l'égard des théories classiques : hausse de la spéculation en dehors d'un cadre légal rigoureux, écart entre les revenus bruts et les revenus réels des consommateurs, l'argent devient un objectif en lui-même et non pas un moyen pour satisfaire la demande, la baisse des investissements et donc de l'employabilité...

Pourquoi l'État ?

Plusieurs auteurs s'inscrivent dans la perspective qui dit que c'est l'État finalement qui doit prendre en charge, à travers ses outils de puissance publique, la régulation des marchés. Dans son ouvrage de référence sur l'État moderne¹⁶, le professeur Louis Côté met l'accent sur l'idée que malgré la métamorphose qu'a subi la notion classique de la souveraineté étatique, l'État reste néanmoins un acteur incontournable sur lequel incombe une grande partie de la stabilité économique nationale et mondiale.

Il est évident aussi que les crises financières ont favorisé l'émergence des courants de droite appelant l'État à se repositionner par apport aux risques qui guettent les marchés aujourd'hui. Et étant donné que les préoccupations quotidiennes des citoyens ne sont pas à l'abri des fluctuations monétaires, du prix des hydrocarbures, des indices du pouvoir d'achat...ce n'est nullement aux instances d'ordre supra étatiques de répondre directement à ces préoccupations, mais c'est bel et bien à l'État qu'incombe cette tâche. L'exemple frappant s'illustre dans le cas grec, où la classe politique converge avec les efforts européens titanesques pour sortir le pays d'un gouffre financier sans égal tout en gardant le gardant dans l'Union Européenne, cette convergence se heurte néanmoins à une riposte violente de la rue qui revendique l'allégement sinon la suppression des dettes publiques grecques¹⁷.

¹⁶ Louis Côté : « *L'État Démocratique : Fondements et Défis* », 2008, Presse de l'Université du Québec.

¹⁷ Dans un cours magistral auquel j'avais assisté en 2010 à l'Énap, Mr Jean-Pierre Raffarin, ex Premier Ministre français préconise que le vrai danger qui guette l'Union européenne en particulier, et l'Occident en général, est celui de l'atomisation et le risque d'éclatement des revendications identitaires et culturelles des populations. Il estime que la meilleure façon de faire face à l'ensemble des défis qui s'imposent aujourd'hui, notamment la montée en puissance du dragon chinois et recrudescence de l'insécurité et du terrorisme, est de constituer un front commun pour que l'occident ne perde sa place en tête de peloton des sociétés modernes. Or le rejet du projet de Traité constitutionnel par les européens constitue selon lui un mauvais présage et une illustration de la perte de confiance dans les institutions multilatérales.

L'un des auteurs qui retracent le processus de l'atomisation mondiale¹⁸ est Christopher Pollmann¹⁹. Ce spécialiste de Droit public revient à la notion classique de frontière issue du modèle westphalien (Traité de Westphalie 1648)²⁰ et affirme que la mondialisation ne peut en aucun cas surplomber l'État-Nation. Nul ne peut, en effet, justifier par exemple, l'idée de passer à une pluralité d'États à une communauté d'États : les intérêts, les aspirations et les identités sont bien plus diversifiées qu'on puisse les estomper. Christopher Pollmann explique que : «*La transformation des confins d'autrefois en frontières nationales n'est pas seulement due au développement des échanges et à l'égalisation des êtres humains et des populations. Elle résulte également de l'essor concomitant de l'institution étatique qui se substitue à un pouvoir politique religieux ou magique. L'État, forme politique de l'économie de marché, ne peut sans doute être unique (et donc mondial). Il se présente forcément en une pluralité d'États, séparés par des frontières entre eux*».

Dans ce rapport, il s'agit de retracer l'état des finances publiques étatiques sur plusieurs années, et l'examen de cette évolution nous révélerait les mutations qu'ont subies les politiques économiques. On peut voir la création des richesses, le volume des prélèvements fiscaux, la qualité et l'efficacité de l'administration publique ou encore les investissements en infrastructure et en développement humain. On peut surtout mettre la main sur les grands moments de crises et de déficits, les relier à la conjoncture et en tirer des conclusions.

¹⁸ Ce terme est souvent présenté dans les thèses altermondialistes, ou les auteurs humanistes : voir Edgar Morin «Ce que serait ma gauche», Le Monde, 22-5-2010, ou encore Fethi Gharbi: «L'émiettement de l'humain» Site Bellaciao 20-5- 2010. Ces auteurs reprochent au néolibéralisme le délitement des liens communs traditionnels (religion, morale...) au profit d'une nouvelle culture fondée sur le matérialisme et l'individualisme. Par un jeu de mot pour le moins éloquent, ils remplacent la notion de monothéisme par money-theisme, et redécrivent la mondialisation par la mondialisation de la fragmentation.

¹⁹ Cf. Chr. Pollmann, « Entre impuissance divine et énergie marchande : De l'État-propriétaire à l'État-gérant », article sur Hugues Rabault, « L'État entre théologie et technologie. Origine, sens et fonction du concept d'État », Paris, L'Harmattan, 2007, Revue de la recherche juridique n° 2/2009, pp. 885-901 ; 896 sqq. et, sous forme abrégée, Droit et société. Revue internationale de théorie du droit et de sociologie juridique n° 69/70, 2008, pp. 553-561 ; 558 sq., www.reds.msh-paris.fr/publications/revue/biblio/ds069070-a.htm#1

²⁰ Louis Côté : ouvrage précité.

Mais ce rôle de l'État, encore présent aujourd'hui, est-il absolu ? Est-il à l'écart de ce qu'on appelle l'interdépendance économique croissante ? Est-ce que le revenu des États peut se contenter des prélèvements internes ? Est-ce le fait que l'État est le seul responsable effectif devant ses citoyens enlève la possibilité d'intervenir à la communauté internationale²¹?

L'interdépendance asymétrique

À l'instar de la pensée économique, les rapports entre les pays ont subi une métamorphose considérable au point qu'aujourd'hui on ne parle plus d'indépendance des pays mais plutôt d'une communauté interdépendante d'intérêts principalement économiques.

Le libre échange, longtemps défendu par le libéralisme et le néolibéralisme, a fini par convaincre par ses vertus mêmes les adversaires les plus farouches²². La Chine, sous l'égide du parti communiste, a vu son statut passer d'un pays à la marge de l'économie mondiale à une superpuissance qui défraye les chroniques avec ses taux de croissances souvent à la hausse. Certains autres pays, tel qu'affiché dans le tableau II du Mandat, ont vu leur recettes grimper de façon extraordinaire suite à l'application des programmes d'ouverture économiques des Organisation économiques mondiales²³.

²¹ Ici on ne vise pas le droit, voire le devoir d'ingérence humanitaire développé depuis certaines années en Droit international public, mais plutôt des efforts mondiaux contre la pauvreté, la famine, la promotion de la l'éducation, dans la santé ou encore dans l'aide publique au développement.

²² Certains vont même à considérer l'ouverture économique comme le Garant de la paix mondiale. Dans un discours datant de 2003, l'ancien maître du FMI, Dominique Strauss Kahn, a clairement présenté le libre échange comme l'unique vecteur de stabilité mondiale. Quelques faits historiques ne peuvent d'ailleurs, que confirmer ses dires. L'intégration économique en Europe est partie l'idée embryonnaire d'associer les ennemis jurés français et allemands dans un partenariat de longue durée, les pressions sociales ou la vague du printemps arabe a abouti plus rapidement dans les pays à économie ouverte (Égypte, Tunisie) que dans ceux à économie moins extravertie (Lybie, Syrie...).

²³ On peut citer les pays exportateurs de matières premières, les pays dont l'économie repose sur le tourisme et le secteur tertiaire ou même encore des pays qui constituent des plates formes du commerce mondial.

Cette interdépendance est tellement importante aujourd'hui qu'on ne parle plus de réalisme en politique étrangère²⁴ mais de bien libéralisme fondé en grande partie sur l'interdépendance économique²⁵.

L'interdépendance asymétrique signifie l'existence de trois sortes d'acteurs. Les acteurs étatiques, les acteurs sub-étatiques (c'est à dire les institutions internationales et régionales auxquelles les États ont adhéré) et les acteurs non-étatiques. Si on ajoute à cela l'égalité établie entre tous les domaines de la politique étrangère, la souveraineté classique cède désormais la place à la dépendance réciproque (flux de commerce, d'investissement direct à l'étranger, transferts technologiques...) et à la coopération (lutter contre les calamités naturelles, épidémies, le sous-développement...). Ces concepts sont de toute évidence la cause de l'augmentation de la vulnérabilité et de la sensibilité des États à des événements qui ont lieu en dehors de leurs frontières, ce qui explique notamment l'effet domino des crises économiques et financières.

La pluralité des acteurs signifie aussi que la voie est rendue possible devant la «*Toute puissance*» des institutions de *Bretten Woods* pour paraître dans la configuration budgétaire de la plupart des pays étudiés dans ce mandat (Dettes, service de la dette, flux financiers provenant des institutions multilatérales ...), mais aussi aux sociétés multinationales pour étendre leur champ d'activité²⁶ : (Investissements directs à l'étranger, investissements en portefeuille et en actions, exportations, importations...).

²⁴ Le réalisme et le néoréalisme (Hans Morgenthau, Raymond Aron, Kenneth Waltz) nous rappellent largement les analyses économiques classiques en apparentant le comportement des États à celui des individus : l'état d'anarchie, la rationalité des acteurs, la poursuite d'intérêts qui régit leurs relations, l'importance des rapports de force etc.... Peu d'importance est allouée aux échanges économiques et à la coopération. On peut consulter à ce propos l'ouvrage de Dario Batistella «*Théories des relations internationales*», 2009, Paris, Presse de Science Po.

²⁵ Les théories libéralistes et néolibéralistes tendent à déléster les hypothèses classiques de rationalité et de quête de puissance par les États et mettent plus l'accent sur le transnationalisme relatant la réalité des flux financiers, d'information, de personnes et de biens qui exercent une contrainte sur la politique étrangère. Ce transnationalisme constitue la donnée essentielle à laquelle les États doivent s'adapter et ajuster leurs politiques. Voir aussi l'ouvrage précité de Dario Batistella.

²⁶ Pour en savoir plus sur la théorie des firmes multinationales, consulter Pierre-Yves Guay : «*Les Firmes transnationales et l'État-nation*», Édition d'ARC, Montréal, 1987.

Le rôle des institutions économiques mondiales s'est donc élargi, certains vont jusqu'à les considérer comme les garants de la stabilité économique mondiale en fournissant le soutien financier et logistique et en favorisant une atmosphère de commerce libre à l'abri du protectionnisme²⁷. Ceci ne devrait pas, en principe, empiéter sur les prérogatives étatiques puisque ces institutions sont dépourvues de pouvoir de contrainte pouvant empêcher les pratiques prohibées en commerce international, ou pouvant imposer une certaine conduite dans les politiques économiques. Sauf qu'en réalité, pour certains types d'accords avec les organisations économiques mondiales, les auteurs parlent d'une *conditionnalité* notamment liée aux accords pouvant être qualifiés d'Aide publique au développement.

Les prérogatives étatiques et l'Aide publique au développement

Selon l'OCDE²⁸, l'Aide publique au développement (APD) se définit comme :

«l'ensemble des flux financiers qui

- *proviennent du secteur public;*
- *ont pour but essentiel de faciliter le développement économique et social des pays destinataires;*
- *sont accordés à des conditions de faveur (dons et prêts à taux bonifié);*
- *sont destinés à des pays ou territoires en développement ainsi qu'à des organismes multilatéraux définis par l'OCDE.»*²⁹

Depuis le vague de la décolonisation, une campagne mondiale fut lancée pour aligner les économies des pays fraîchement indépendants au niveau de celles des

²⁷ Emmanuel Nyahoho et Pierre-Paul Proulx : «*Le commerce international : théories, politiques et perspectives industrielles*», Presse de l'Université du Québec, 2010, 3^e éd.

²⁸ L'Organisation du Commerce et du Développement économique

²⁹ Définition tirée du site de la Direction du développement et de la coopération suisse : http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits

pays avancés. Ceci correspond aux objectifs des Nations Unis énoncés dans sa Charte, mais aussi à plusieurs Traités internationaux visant à promouvoir la coopération économique entre les pays du Nord et du Sud³⁰.

Dans le Mandat, il était question de déterminer l'apport de l'APD dans les budgets étatiques, d'en connaître les pays récipiendaires et de retracer l'historique de cette forme d'accords financiers. Le tableau (*I.B.a.2, Revenus externes*) comprend aussi bien les flux provenant des Agences des Nations-Unis à but non pécuniaire, que les APD, vu que ces derniers renferment une portion de don dépassant généralement les 25 pour cent.

Nombreux sont les auteurs qui ont examiné la question de l'APD. Il faut d'abord mentionner que l'APD revêt plusieurs formes³¹, mais la forme qui nous intéresse le plus dans ce Rapport, et d'ailleurs celle qui est la plus contestée, est l'APD multilatérale accordée par les organisations économiques mondiales.

Historiquement, seule la Banque mondiale (BM)³² avait pour mission d'accorder des prêts à ses membres, le Fonds Monétaire International (FMI) avait pour objet d'harmoniser les politiques monétaires des États³³ et l'Organisation Mondiale du

³⁰ Charte des Nations Unies et devoir de coopération (Chapitre IX), Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels, Différents traités et pactes pour le développement, Déclaration de Paris et Convention de Rome

³¹ Généralement on oppose, d'abord, l'APD bilatérale, qui est conclue souvent entre les pays anciennement colonisés et la métropole, à l'APD multilatérale, qui est contractée avec soit une organisation internationale, soit avec un bloc régional, tel que les plans de sauvetage établis par l'Union européenne en faveur de la Grèce. Ensuite, on oppose l'APD programmes, qui est accordée à l'État pour soutenir une politique dans un certain secteur tel que l'éducation ou la santé, à l'APD projets qui vise à soutenir (techniquement et/ou financièrement) des projets d'infrastructures ou autres...l'APD projets est la plus répandue aujourd'hui vu les avantages qu'elle offre au niveau du contrôle, de l'efficacité et de l'imputabilité.

³² Anciennement appelée la Banque Internationale de Recouvrement et de Développement.

³³ Anciennement régies par la règle d'étalon d'or et exclusivement réservée à la discrétion des États, les politiques économiques répondaient peu aux préoccupations de la stabilité monétaire internationale. L'une des causes de la crise économique de 1929 fut la dévaluation compétitive des monnaies nationales. Le rôle du FMI était alors, au départ, d'harmoniser ces politiques monétaires afin de préserver une atmosphère propice au développement du commerce.

Commerce (OMC) veillait à respecter les règles régissant les commerce international.

Deux événements ont contribué à changer l'histoire de l'APD. Les Reaganomics³⁴ ont mis en avant la dérégulation monétaire en abandonnant la règle d'étalon d'or et la fixation préalable de la valeur des devises, en permettant ainsi à la valeur du Dollar de fluctuer librement sur le marché monétaire. Le second événement fut la crise de la dette des pays en voie de développement (PVD) vers leurs créanciers du Nord vers 1982. En effet, pour placer leur surplus de capitaux et de marchandise, la BM et les pays riches prêtaient à tour de bras des centaines de milliards de Dollars, laissant la dette des PVD se multiplier 12 fois entre 1968 et 1980.

Depuis cette époque, le FMI, appuyé par la Banque mondiale, impose les plans d'ajustement structurel. Un pays endetté qui refuse l'ajustement structurel se voit menacé de l'arrêt des prêts du FMI et des gouvernements du Nord. Le FMI, ayant perdu sa mission de départ d'harmoniser les politiques monétaires, s'est efforcé d'appliquer les ajustements structurels devenant ainsi un normalisateur de structures³⁵. Au départ ce n'était qu'une simple coopération visant à s'assurer de l'équilibrage des comptes de façon à garantir que les débiteurs seraient en mesure de pouvoir rembourser leurs dettes. Cette coopération a évolué en véritable ingérence³⁶ dans l'élaboration des politiques étatiques. L'ajustement structurel

³⁴ Attribué dans sa naissance au président américain Ronald Reagan, les Reaganomics constituent une politique économique qui commença aux États-Unis pendant les années 80 et a pris un essor partout dans le monde appuyé par l'hégémonie américaine et l'influence des organes de Bretton Woods. Dans ses préceptes on cite la baisse des dépenses publiques, réduction de l'intervention étatique, la dérégulation, l'abaissement des prélèvements fiscaux, l'équilibrage de la balance des paiements... toutes ces mesures visaient à réduire le déficit public.

³⁵ Voir l'Héritage, Marie France : «*Le FMI et les pays du Tiers Monde*», Paris, P.U.F, 1986. L'auteur souligne le changement de rôle du FMI, d'un stabilisateur de conjoncture, c'est-à-dire d'assainissement des finances publiques, de rééquilibrage de la balance des paiements... à un normalisateur de structure c'est à dire de participation active à l'élaboration des politiques économiques : ouverture économique, déréglementation, baisse des taux fiscaux... afin d'intégrer les économies émergentes au marché mondial.

³⁶ Cette ingérence est dénoncée d'ailleurs par plusieurs auteurs qui dénoncent le projet hégémonique des grandes puissances en haussant davantage des taux d'intérêts et rééchelonnant les dettes sur plusieurs années. Certains auteurs vont même à considérer que les créanciers perdraient plus à voir leurs dettes remboursées, puisque ça leur priverait des services élevés de la dette (en réalité une dette minime en proportion du PIB des donateurs), de continuer à importer les matières premières à des prix avantageux, mais surtout de marchés où ils pourront écouler leur stock de marchandise. Exiger le remboursement de

comprend deux grands types de mesure. Les premières à être appliquées sont des mesures de choc (généralement, dévaluation de la monnaie et hausse des taux d'intérêt à l'intérieur du pays concerné). Les secondes sont des réformes structurelles (privatisation, réforme fiscale, investir des les infrastructures...).

L'objectif étant de réaliser le développement, certains critiquent le fait que ce développement soit lié aux taux de croissance annuelle : ce taux ne reflète nullement la distribution des richesses, la solidarité du tissu social, l'équité en développement³⁷ et le développement humain.

Dans le Mandat, on a essayé de ressortir l'apport de l'ajustement via les efforts publics faits dans le sens des réformes, en énumérant les investissements dans les infrastructures, les taux d'imposition des particuliers et des entreprises, l'allocation des ressources et la qualité de l'administration publique.

Les détracteurs des Programmes d'ajustement structurel continuent à dénoncer toutefois l'extraversion des économies des PVD³⁸ afin de pomper leurs richesses naturelles à un prix ridiculement bas, et avoir ainsi un poids insignifiant dans une économie mondialisée fondée sur la théorie des avantages comparatifs.³⁹ En guise d'illustration de ces critiques, on a essayé d'inclure l'ensemble des indicateurs

la dette reviendrait selon ces auteurs, à privilégier le secteur financier des donateurs au détriment de leur secteur industriel. Voir à cette fin Samir Amin : «*La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers Monde*», 1989, Paris, l'Harmattan, et également Pascal Arnaud : «*La dette du Tiers Monde*», Chapitre II, Paris, La Découverte, 1991.

³⁷ L'une des causes des révolutions arabes, et en tête la révolution tunisienne, fut le développement à deux vitesses. Le taux de croissance assez élevé était enregistré uniquement dans les grandes villes du littoral qui avaient une infrastructure et un tissu industriel assez évolué leur permettant de s'insérer dans l'économie mondiale. Tandis que les régions intérieures continuaient à afficher des indices de croissance très faible et reposaient en grande partie sur une économie précaire, rurale et peu diversifiée.

³⁸ Pour approfondissement sur le rendement des économies ouvertes, qualifiées de *bons élèves* de l'ordre économique mondial, à la lumière des crises actuelles, consulter l'article de Francisco Vergara «*Économie mondiale : diagnostics contradictoires et convalescence fragile*», paru dans «*L'état du monde : 2011, la fin du monde unique*» Ed. La Découverte/Boréal, 2010.

³⁹ Selon David Ricardo (1817), La théorie associée à l'avantage comparatif explique que, dans un contexte de libre-échange, chaque pays, s'il se spécialise dans la production pour laquelle il dispose de la productivité la plus forte ou la moins faible, comparativement à ses partenaires, accroîtra sa richesse nationale. Cette production est celle pour laquelle il détient un « avantage comparatif ». Voir à ce sujet : Emmanuel Nyahoho et Pierre-Paul Proulx : ouvrage précité.

reflétant la nature des exportations et les importations de chaque pays, avec leurs poids respectifs en volume monétaire et en pourcentage du PIB.

Le Consensus de Washington⁴⁰ a été donc confronté, dans une course acharnée pour les richesses naturelles, au Consensus de Pékin. La Chine, nouvelle puissance montante, cherche à s'installer dans beaucoup de PVD, notamment en Afrique, où elle propose un nouveau modèle de développement : un développement endogène, autocentré, et qui répond aux spécificités locales. Elle délaisse la conditionnalité, prône l'indépendance de la décision étatique et conclut des contrats dont la contrepartie serait d'énormes projets d'infrastructure : écoles, hôpitaux etc....

Malgré ses vertus, ce modèle de développement affiche néanmoins quelques lacunes. Fortement contestée par les ONG et les néolibéraux, ce type d'ententes proposé par la Chine permettrait à certains régimes, accusés de graves violations des Droits de l'Homme, de se financer et d'avoir une course de survie.

En donnant une grande latitude aux décideurs locaux, ce modèle pourrait, de surcroît, miner les efforts mondiaux en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

Outre son efficacité mitigée, les bénéfices tirés par la Chine seraient nettement supérieurs à ceux des PVD, puisque ce modèle lui permet d'employer pleinement ses avantages comparatifs en main d'œuvre qualifiée et peu coûteuse.

Entre les Consensus de Pékin et celui de Washington, la bataille continue dissimulant une volonté d'hégémonie des deux puissances. Un modèle de développement autonome et équilibré qui tend à diversifier l'économie⁴¹, qui

⁴⁰ Le Consensus de Washington était le cadre doctrinal derrière l'adoption des Programmes d'Ajustement Structurel. Proposé aux pays d'Amérique Latine dans les années 90, ce Consensus proposait les mesures d'ajustement mis en place et il continue de prévaloir dans les rapports Nord/Sud.

⁴¹ On estime que le modèle économique appliqué au Québec au début des années 90, à savoir les Grappes Industrielles, est un exemple à suivre pour les PVD qui veulent se doter d'une économie compétitive à l'heure de la mondialisation. Le Québec confronté à l'ouverture économique imposée par l'ALÉNA, s'est inspiré de la théorie des *clusters* initiée en 1982 par Michael Porter, Professeur d'économie à Harvard, pour bâtir son modèle économique. Le terme cluster était défini comme un pôle de compétence géographique, mais les responsables de l'époque, Mr Gérald Tremblay en tête, avait élargi le

tienne aussi compte des besoins internes, des considérations sociodémographiques, géographiques et structurelles spécifiques à chaque pays serait à notre avis, le modèle recherché pour les PVD.

La concurrence pour assurer l'approvisionnement en ressources naturelles, s'ajoute à une autre bataille qui est non moins importante, celle de la dévaluation monétaire.

La monnaie : un instrument de compétitivité ou un facteur d'instabilité ?

Le dernier tableau du Mandat traite des politiques monétaires : conversion de la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA). La théorie de PPA signifie que le taux de la devise d'un pays par rapport à une autre doit être proportionnel au rapport du niveau général des prix des deux pays. Si on prend les valeurs nominales des deux devises, A (devise forte) et B (devise faible), on soustrait B de A on obtient C (taux de parité), et le restant de A correspond à D (taux de parité PPA).

Pour calculer le pourcentage de la dévaluation d'une monnaie par rapport à une autre on fait l'opération suivante :

$$\frac{C \text{ (taux de parité)} - D \text{ (taux de parité PPA)}}{D} * 100 = \% \text{ de la dévaluation}$$

concept pour inclure toutes les industries qui pouvaient s'unir pour donner un avantage concurrentiel à la province. Ainsi, certains secteurs sont devenus des leaders mondiaux, notamment l'aéronautique et les TIC, alors que d'autres, moins compétitifs, ont connu moins de succès. Mais en général, face au géant américain, l'économie québécoise continue à afficher un taux de croissance raisonnable (autour de 3% en 2010), avec des exportations qui atteignent le tiers de son RNB (dont 75% en destination des EU). Consulter Michael Porter : « Choix stratégiques et concurrence », Economica, 1982.

Il est évident que certains pays peuvent recourir à la dévaluation pour différentes raisons : attirer les Investissements directs à l'étranger, avantager leurs exportations ou minimiser le volume d'importations. Ils échappent ainsi à la règle de la libre fluctuation des devises adoptée par les puissances occidentales dans les années 80 et fixent préalablement leur taux à la baisse, dans une perspective mercantiliste visant à augmenter leurs réserves en devise étrangère. C'est l'une des raisons pour lesquelles des pays, comme la Chine, ont vu leurs économies prospérer en les reposant essentiellement sur les exportations vers leurs concurrents des pays du Nord.

La dévaluation peut être aussi envisagée comme un remède lors d'une crise économique. L'une des solutions proposées pour la Grèce n'était autre que de récupérer le monopole de la politique monétaire autrefois cédé à la Banque Centrale européenne⁴², ce qui reviendrait à soustraire le pays de l'Union. Cette solution de rechange, qui d'ailleurs, a pesé en faveur de la Grèce lors des négociations avec ses créanciers, reviendrait à faire dégringoler la valeur de la dette, à multiplier les partenaires et les issues et à donner un nouveau souffle aux exportations⁴³.

La dévaluation peut avoir néanmoins des effets néfastes sur les pays qui la pratiquent. Les tendances inflationnistes, la baisse des taux d'intérêts, l'immaturité du marché interne et la difficulté d'en faire une monnaie refuge sont des facteurs qui poussent les États aujourd'hui à laisser la valeur de leurs devises flotter librement sur le marché.

En plus, le pays qui recourt à la dévaluation peut être la cible de représailles de ses concurrents et peut même provoquer une chaîne de dévaluation, comme celle qui a précédé la grande crise de 1929. La question de la monnaie reste aujourd'hui, au

⁴² Depuis 1999, c'est la BCE qui émet la monnaie commune et unique des membres de l'Union Européenne, qui définit les grandes orientations des politiques monétaires de la zone Euro et qui veille sur leur applications.

⁴³ Quoiqu'il en soit, les coûts sont jugés prohibitifs et les conséquences dévastatrices pour la Grèce, une éventuelle sortie du pays des règnes de l'UE serait cauchemaresques pour les créanciers. Un pays central comme l'Allemagne, qui craint un effet domino d'une telle sortie, perdrait un accès privilégié aux marchés voisins, ce qui signifierait l'étranglement de son économie principalement exportatrice.

cœur des tensions sino-occidentales et l'acquiescement chinois à la dérégulation monétaire, semble, tôt ou tard, inévitable⁴⁴.

Methodologie

La méthodologie suivie dans ce stage correspond plus à celle d'un devis de recherche. La question de départ soulevée par Mr Isseri fut : comment peut-on permettre à l'internaute moyen de se familiariser avec des notions complexes des finances publiques et de comprendre la nature des agrégats économiques ?

Aussitôt que cette question ait été établie, une autre avait surgi : comment peut-on colliger, trier et amasser dans un seul tableau de bord l'ensemble des indicateurs émis par les organismes de référence⁴⁵ ? L'objectif ultime étant de pouvoir intégrer ce tableau de bord dans la base de données géomatique d'*infogeocom.org*.

La réponse à ces deux questions ne pouvait se concevoir en dehors d'une démarche rigoureuse qui s'appuie sur les bases de données énumérées dans la bibliographie, qui effectue un tri qualitatif des indicateurs et qui débouche sur un agencement concis des indicateurs dans un tableau de bord Excel.

Après la consultation de Mr Fauque, la méthodologie qui fut choisie était le devis de recherche. ⁴⁶Le devis élaboré dans le cadre de ce stage peut être qualifié aussi bien de descriptif, d'explicatif et en moindre degré, de prédictif causal⁴⁷.

⁴⁴ Pour s'approfondir sur les enjeux monétaires actuels, consulter l'article de Dominique Plihon «*L'irremplaçable Dollar?*» paru dans *L'état du monde, 2011, La fin du monde unique, La Découverte/Boréal, Montréal, 2010.*

⁴⁵ Mr Isseri avait souligné que Statistiques Canada émet des volumes colossaux de statistiques accessibles, pour la plupart, aux citoyens. Le défi, serait selon lui, de pouvoir rendre ces statistiques intelligibles, mais surtout de pouvoir les utiliser de façon assez simple dans une perspective d'analyse et de recherche.

⁴⁶ Le concept de devis ne m'était pas proposé explicitement par Mr Fauque, sauf que les caractéristiques du mandat ainsi que l'approche suggérée correspondent amplement à la méthode du devis de recherche.

⁴⁷ Pour en savoir plus sur les étapes à suivre pour l'élaboration d'un devis de recherche, à consulter Marie-Fabienne Fortin, José Côté et Françoise Fillion : «*Fondements et étapes du processus de recherche*», Ed. Chenelière Éducation, 2006.

Avant d'aborder ces trois volets de notre devis, il convient tout d'abord de délimiter notre *sujet de recherche*. Ce sont évidemment les États, ce choix est basé à la fois sur une demande claire du mandant, et sur la conviction dument établie du rôle important que jouent encore les États dans la régulation économique interne et internationale. Sauf que, et c'est *l'hypothèse* défendue tout au long de ce rapport, même s'il continue de jouer un rôle central, l'État ne peut agir seul dans cette régulation, il fait parti d'un ensemble d'acteurs et de variables avec lesquels ses rapports doivent s'inscrire dans une logique de coopération, sans que cette coopération nuise à sa souveraineté et à sa spécificité⁴⁸.

Il convient ensuite de rendre compte de la méthode utilisée pour *l'échantillonnage*⁴⁹, ou encore le tri des indicateurs économiques et financiers. Pour chaque grand agrégat, ou grappe, on a choisi un ensemble d'indicateurs dans une logique probabiliste puisque «*Seuls les échantillons probabilistes permettent l'utilisation des statistiques*»⁵⁰. Cette méthode d'échantillonnage quantitative, probabiliste par grappes a l'avantage d'être représentative à deux égards : d'abord, elle représente la réalité des finances publiques étatiques en étayant les statistiques qui lui sont propres, ensuite elle participe de la représentabilité des indicateurs de leurs grappes respectives, c'est-à-dire des grands agrégats économiques.

Cette méthode a le mérite aussi d'avoir un degré élevé de *validité interne*, puisque les statistiques relatent des chiffres et des états de fait des budgets de chaque État, ce qui est de nature à esquiver l'encadrement théorique des paradigmes économiques. Cependant, on obtient aussi une certaine *validité externe* puisque la configuration générale de chaque budget permet de l'insérer dans l'un ou l'autre de ces paradigmes⁵¹.

⁴⁸ Louis Laurencelle : «*Abrégé sur les méthodes de recherche et la recherche expérimentale*», Québec, Presse de l'Université de Québec, 2005.

⁴⁹ Réjean Huot : «*Méthodes quantitatives pour les sciences humaines*», 2^e édition, Canada, Presse de l'Université Laval, 2003.

⁵⁰ Réjean Huot, ouvrage précité.

⁵¹ Exemple 1 : pour un pays donné, si l'apport des exportations, des importations, des APD etc.... dans son PIB est important, on peut en conclure que ce pays est bien intégré dans l'économie mondiale, et fait parti donc des adeptes du néolibéralisme...

Revenant au type de devis utilisé, force est de constater que le devis est tout d'abord de type descriptif. Les études descriptives visent à comprendre des phénomènes et à catégoriser des situations. Les informations sur les pays recueillies et agencées s'insèrent dans cette perspective de description simple⁵².

Le devis est ensuite, un devis explicatif. Deux sortes d'explications, une tacite et une manifeste ressortent de ce mandat. L'explication tacite consiste en une démarche qualitative pour trier les indicateurs économiques sur la base de la pertinence, la clarté, la simplicité et l'authenticité⁵³. Pour nous aider dans ce choix, on s'est appuyé sur les indicateurs les plus utilisés dans les médias et sur le Web, mais aussi sur ceux utilisés dans les sites et ouvrages de notoriété en économie⁵⁴. Cette explication est tacite parce qu'elle ne figure pas dans le mandat, elle lui est préalable et apparaît uniquement dans ce rapport.

La deuxième explication se manifeste dans le mandat à travers les définitions attribuées à chacun des indicateurs et répertoriées dans la division *Définitions*.

Enfin, et dans un moindre degré, ce devis pourrait être qualifié de prédictif causal. Le devis est prédictif causal quand il tend à établir des relations de cause à effet entre les variables⁵⁵. De toute évidence, si les exportations dépassent en volume les importations, on peut en conclure que la balance commerciale est excédentaire, ou lorsque les revenus sont inférieurs aux dépenses, il en résulte un déficit budgétaire.

Il convient de dire que l'essentiel du travail consiste en une compilation de données statistiques, dont l'un de ses objectifs est de préparer le terrain pour atteindre un niveau plus élevé de connaissance. Un analyste pourrait s'y référer pour ressortir des graphiques et des tableaux lui permettant d'avoir une vue d'ensemble critique

Exemple 2 : un autre pays qui puise plutôt ses revenus dans l'industrie et l'agriculture, et affiche peu d'activités transfrontalières, on peut l'insérer dans les théories autarciques, tiers-mondistes etc....

⁵² Voir Marie-Fabienne Fortin, José Côté et Françoise Fillion, ouvrage précité.

⁵³ On a choisi, parmi les milliers d'indicateurs disponibles, 177 indicateurs.

⁵⁴ Tel que le site de la CIA, Atlas économique, The World Guide, Challenge...

⁵⁵ Voir Marie-Fabienne Fortin, José Côté et Françoise Fillion, ouvrage précité.

sur l'évolution du rôle de l'État : son rôle dans l'économie, dans l'intégration régionale et internationale, et le poids qu'il représente à l'intérieur et à l'extérieur des ses frontières etc....

Résultats

Le mandat qui m'était soumis au début du stage par Mr Jean Isseri consistait à ressortir les indicateurs économiques et financiers, à les définir, à les simplifier et enfin à les classier dans un tableau de bord Excel. L'appréciation critique va donc couvrir aussi bien la forme que le fond.

Appréciation du fond :

On juge appropriée la démarche qui a été adoptée pour répondre à cette requête. Dans la collecte de données, on a tenté de respecter les impératifs de simplicité, de concision, de proximité du public, de fiabilité et de non volatilité des données.

Étant donné que le projet rempli à la fois deux fonctions : une fonction d'instruction en macroéconomie, à destination du grand public, et une fonction d'assistance pour les économistes et les organismes, le jargon utilisé devait être simple, compréhensible mais qui obéit en même temps à la rigueur scientifique. C'est à cette fin que certains indicateurs et définitions ont subi des modifications lexiques, sans toutefois perdre en sémantique.

D'autres modifications trouvent leur raison d'être dans l'impératif de concision. En effet, on ne peut retenir un internaute moyen avec une définition longue, chargée, ou ambiguë. Celle ci doit être au contraire, claire, utile et accrocheuse.

Il va de soit que ces indicateurs doivent rencontrer les notions connus sur les finances publiques, des notions présentes et véhiculées au quotidien dans la société, d'où le critère de proximité.

Le critère de fiabilité s'inscrit dans la rigueur scientifique indispensable à la recherche académique. En évitant les sites et les sources généraux d'information qui ne traitent de l'économie qu'occasionnellement (journaux, Wikipedia⁵⁶, Universalis...), notre bibliographie s'est voulue fidèle aux ouvrages et sites spécifique et de renom (publications des diverses institutions de l'ONU, Atlas économique, The World Guide...).

Le dernier critère, et non pas le moindre, c'est de pouvoir fournir des indicateurs qui ne soient pas volatiles. On entend par cela non seulement des données quantifiables en Dollar US courant⁵⁷, mais aussi ceux qui ne sont pas susceptibles d'être occultés par les pays concernés⁵⁸.

Outre ces critères, le tri des indicateurs a obéi à un encadrement théorique qui a façonné notre perception des finances publique et de l'État. Cet encadrement n'est nul autre que l'approche globale qui se veut conciliante entre toutes les approches sur la nature et le rôle des organisations publiques, dont l'État est la forme la plus imminente.

Bolman et Deal (1984, 1996) nous enseignent que la meilleure approche pour appréhender l'organisation comporterait quatre différents cadres non mutuellement exclusifs mais complémentaires.

Le premier cadre serait le cadre structurel fondé sur une vision rationnelle de l'appareil de l'État. Selon cette logique rationnelle cartésienne, il y'a des besoins, il

⁵⁶ Wikipedia constitue une référence de taille, mais elle est néanmoins contestée par les universitaires pour maintes raisons. D'abord son caractère encyclopédique l'empêche de couvrir un domaine en particulier de façon exhaustive, ensuite sa vocation participative permet à n'importe quel internaute d'insérer des données sans que l'on ne puisse savoir ni la provenance ni l'identité de l'émetteur, et enfin la vérification de ces données n'est pas faite par des experts aguerris dans tel ou tel secteur, mais plutôt par une équipe d'administrateurs issus pour la plupart des TIC.

⁵⁷ Et non pas une devise locale ou régionale, pour standardiser les données et permettre des analyses adéquates.

⁵⁸ Une grande difficulté peut surgir quand on traite certains domaines. Pour une raison ou une autre, un pays peut décider de donner des chiffres erronés, ou même bloquer l'accès à une division complète de son budget. Transparence oblige, ces sont pratiques assez rares dans la sphère de l'OCDE, mais elles sont assez fréquentes chez les PVD convaincus des vertus de l'interventionnisme étatique. Citons l'exemple de la Chine qui est accusée de dissimuler le volume de ses dépenses militaires, de sa consommation énergétique ...ou encore

existe des clients qui éprouvent ces besoins, il faut leur offrir des produits et des services pour répondre à ces besoins. L'organisation étatique existe donc pour atteindre des résultats. Cette vision, s'apparentant aux mécanismes du secteur privé, considère l'État comme une structure qui doit s'ajuster en permanence en fonction des changements de son environnement, pour s'adapter et répondre de façon satisfaisante aux besoins de ses clients, en l'occurrence les citoyens.

On peut constater que plusieurs indicateurs coïncident avec cette vision de l'État, des pans entiers des dépenses publiques sont alloués pour répondre aux besoins des citoyens (santé, éducation, infrastructure...), d'autres indicateurs nous donnent un aperçu sur la qualité des services rendus (indices sur l'allocation des ressources, sur la qualité de l'administration publique...), ou encore sur les importations de produits de première nécessité, de haute technologie ou d'énergie destinés à satisfaire la demande interne. D'autres indicateurs pouvant être qualifiés de PPP (Partenariat Public-Privé) démontrent la volonté de l'État de se doter des techniques modernes de gestion pour une meilleure efficacité de ses services (investissements avec une participation privée).

En revanche, si l'on ne s'en tenait qu'à cette approche structurelle, un État comme la Grèce qui n'est plus à même de subvenir aux besoins de sa population et qui privatise ses services à une vitesse exponentielle, doit tout simplement disparaître. C'est du moins la conséquence logique prévue par cette approche pour toute organisation déficiente. Or, les choses ne sont pas aussi simples quand il s'agit du secteur public, l'État en étant l'emblème.

L'approche ressources humaines présente une vision quasiment aux antipodes de la vision structurelle, la vision humaniste. Cette vision puise sa légitimité dans la forme la plus primitive de l'organisation humaine, à savoir la famille. Dans cette logique, les organisations et les individus (les fonctionnaires) ont besoin les uns des autres : l'organisation a besoin des idées, de l'énergie, de la créativité des individus, et les individus ont besoin de la carrière, du salaires et des opportunités prodigués par l'organisation. De cet angle de vue, tout dysfonctionnement de l'organisation devrait

nous amener à revoir les relations entre les deux protagonistes et le problème serait l'écart entre la réalité et les attentes de l'un envers l'autre.

Quoi qu'elle paraît restrictive de la nature de l'appareil étatique, cette vision trouve une certaine effectivité, encore aujourd'hui, dans les pétromonarchies où l'État n'a pas à solliciter un consentement fort de ses citoyens pour maintenir sa légitimité⁵⁹, ou encore des régimes d'administration publique axée sur la carrière⁶⁰. Dans le mandat, un regard analytique sur le poids de l'État dans l'économie, sur les indices de corruption et de gestion économique, ou encore sur le volume de prélèvements fiscaux (parfois ils sont très bas ou inexistant dans les pétromonarchies), pourrait nous dire long sur l'étendue de l'application de cette approche humaniste.

La troisième vision est la vision politique. L'État selon cette approche serait un lieu de divergence et de lutte entre des groupes différents de part leurs croyances, leurs intérêts et leurs préférences. L'objet de cette lutte serait de s'accaparer les ressources et d'améliorer sa situation. Dans le mandat, on remarque que pour la plupart des pays, certains secteurs ressortent plus nettement que d'autres dans le dessin général des finances publiques. Cette réalité n'est, fort probablement, que l'émanation de cette dimension politique qui pèse sur les rouages de l'État. C'est le cas par exemple des exportations d'armes aux États-Unis (influence du lobby militaire), ou encore de l'activité touristique dans plusieurs PVD, ou encore de l'APD octroyé par les pays scandinaves où les ONG sont très actives...

⁵⁹ Alain Noël : *«Pétrole et démocratie, l'handicap de la rente»*, paru dans *L'état du monde*, 2011, *La fin du monde unique*, La Découverte/Boréal, Montréal, 2010. L'auteur explique la corrélation directe qui existe entre ce qu'il appelle «la malédiction des ressources» et la décadence politique dans certaines monarchies pétrolières aujourd'hui.

⁶⁰ Beaucoup de notions du nouveau management public (NMP) trouvent une grande difficulté à s'appliquer dans les pays où l'État est perçu plutôt comme une structure pléthorique destinée à pourvoir emplois et salaires. La résistance au changement se fait ressentir à chaque fois que certains amendements d'austérité risquent de freiner des dépenses publiques, de soustraire des emplois (même fictifs parfois), ou de limiter le recrutement à la fonction publique.

Au Québec, des questions se posent actuellement sur la masse salariale étatique après la publication du *Journal de Québec de la structure du Budget de la Province 2011/2012* (<http://www.journaldequebec.com/affichebudget>) dont 56,5% des dépenses de programmes sont des dépenses de salaires.

La quatrième approche utilisée pour comprendre les mécanismes de l'État est l'approche symbolique. Elle se rapproche de la vision ressources humaines dans le sens où elle valorise l'aspect humaniste, avec un accent mis sur les rapports qui se tissent entre les membres de l'organisation. En fait ce qui est mis en exergue est l'aspect mythique, et le crédit serait apporté non pas à l'action publique mais à celui qui a fait l'action. Dans le mandat, les indicateurs qui traitent essentiellement de la qualité de l'administration publique et de la corruption font ressortir cet aspect de mythe, de rituel et de hiérarchie dans l'appareil étatique, puisque dans ces pays ce qui compte ce n'est pas vraiment la rationalité de l'action publique, mais plutôt la personnalité des dirigeants⁶¹.

Ces quatre lorgnettes pour définir l'organisation étatique proposées par Bolman et Deal (1984, 1996) sont des piliers de l'approche globale qu'on a utilisée dans le choix des indicateurs économiques. Quoi qu'elles soient indépendantes et distinctes, ces quatre visions sont pour le moins complémentaires, et il est nécessaire de les connaître pour comprendre le tout⁶².

La démarche dument expliquée nous était d'un grand secours dans la recherche, le tri et l'agencement des données. Cependant, elle est susceptible de supporter quelques reproches. La reproche essentielle consiste dans le peu de validité externe dans le travail, du essentiellement à la méthode d'échantillonnage propre au devis de recherche. La validité externe réfère aux conclusions tirées de l'échantillon, que le chercheur souhaite généraliser à l'ensemble du sujet de l'étude. Ici, il s'avère

⁶¹ Cette dimension est très proche d'une notion clef dans le nouveau management public, celle de leadership. Le leader est la personne qui peut asseoir sa légitimité malgré les défaillances de son administration ou de ses politiques. Plusieurs arguments peuvent être utilisés à cette fin : relance économique, besoin de changement, sécurité... la légitimité tient dans ces cas non pas à la force des arguments, que n'importe qui d'ailleurs peut utiliser, mais à la personnalité du leader, son charisme, sa notoriété... c'est ainsi qu'on a pu parler aujourd'hui de Gaullisme, de Sarkozysme ou encore de Reaganisme.

⁶² Denis Proulx : «*Les approches en management : la pertinence de traiter des approches en management*», tiré de «*Management des organisations publiques : Théories et applications*» Direction Denis Proulx, Chap. 1, 2ème éd. Presse de l'Université du Québec, 2008.

difficile de généraliser puisque le mandat consiste à amasser les indicateurs et les statistiques qui sont endogènes et propres à chaque pays.

Appréciation de la forme

La forme finale que devrait prendre le mandat a fait l'objet de maintes discussions avec Mr. Isseri, mais surtout avec Mr Gheorge Toporan, un membre du CJE-CDN chargé du traitement géomatique des données. D'abord, il s'agirait d'un tableau de bord Excel qui nous permettrait de répertorier les données, aussi énormes soient elles, dans une logique précise.

Ensuite, cet agencement devait obéir à une méthode pyramidale décroissante, c'est-à-dire qui part du général au particulier, pour acquiescer à la structure générale du site *infogeocom.rg*. L'objectif final étant de simplifier les indicateurs tout en donnant un outil de recherche à l'analyste, le résultat final fut un *Arbre* d'indicateurs (voir figure 1 ci-dessous) qui s'insère aisément dans les barres déroulantes du site hôte.

Cette démarche a été jugée efficace, comme il ressort du courriel que Mr Toporan m'avait adressé : « *J'ai commencé à insérer tes indicateurs. Je te remercie encore une fois pour la structure des données qui est très claire.* »

Le dernier point sur la forme concerne les codes des indicateurs. Pour palier à l'éparpillement des données, on a choisi de nous baser sur les indicateurs de la Banque Mondiale. Puisque chaque indicateur est associé à un code, j'ai pu travailler sur les indicateurs et les définitions pour les simplifier, les clarifier et les peaufiner sans que cela empêche de les retracer dans la base de données mère, grâce à ces codes.

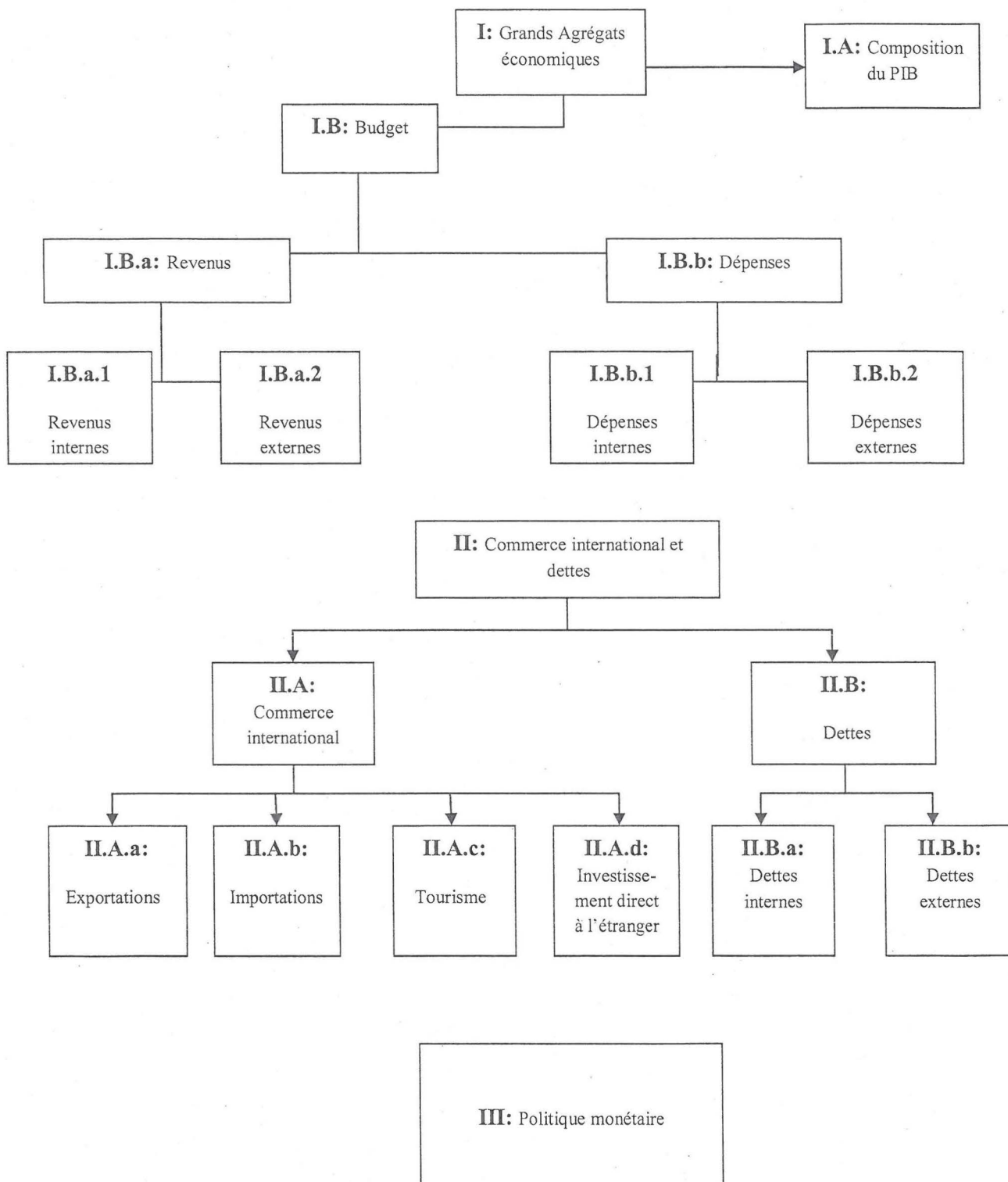


Figure 1 : Arbre des indicateurs

Conclusion

Il importe de souligner que normalement ce Rapport de stage n'est pas sensé se substituer au travail d'analyse et de synthèse qui devrait être fait par les chercheurs. Le mandat dans son intégralité ne constitue que l'embryon, le noyau de toutes sortes d'études macroéconomiques. Cependant, rien n'empêche que cette section contienne des pistes de prospection sur les dangers qui guettent les finances publiques, sur les défis et les solutions envisageables.

La figure 2 de ce Rapport illustre assez scrupuleusement la dynamique des indicateurs économiques dans une économie ouverte. Elle s'applique, hormis les variations quand au poids des indicateurs, sur la quasi-totalité des pays membres de l'ONU.

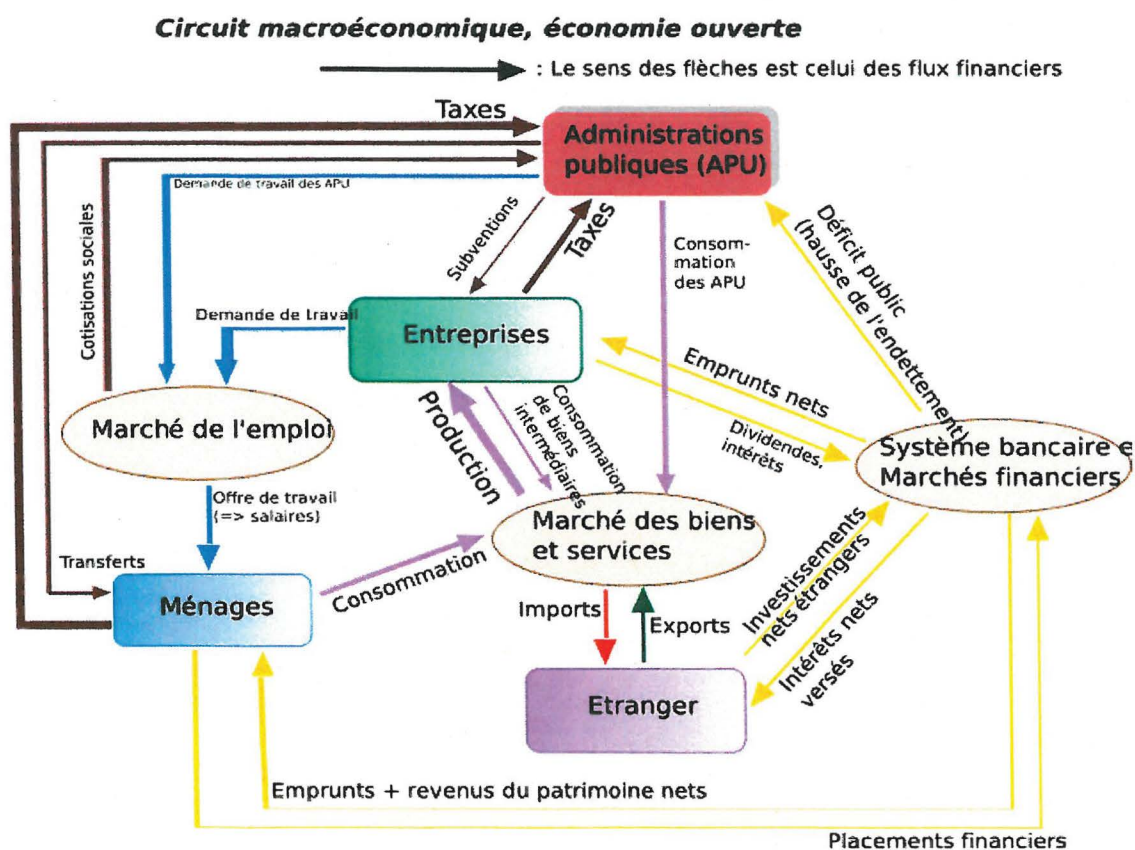


Figure 2 : Circuit macroéconomique

Dans ce schéma, l'essentiel des cadres de références énumérés dans la section «Recension des écrits», trouve application. La théorie néolibérale est facilement repérable grâce aux concepts d'offre et de demande, de consommation et d'entreprise. D'autres théories subalternes à ce cadre néolibéral sont aussi présentes, à commencer par le libre échange et les avantages comparatifs (mouvements d'export/import, de flux financiers avec l'étranger), ensuite l'interdépendance asymétrique (sensibilité au marché mondial), pour finir avec la dérglementation (éviction du monopole de l'État), l'emprunt public et la parité du pouvoir d'achat...

Il n'en demeure pas moins toutefois, que la théorie qui n'a cessé de se confirmer de la manière la plus imminente est celle de la souveraineté étatique : l'État maître dans ses frontières, l'État régulateur et stabilisateur de son économie, l'État comme acteur inéluctable dans la régulation économique mondiale.

Les concepts d'État-nation, de souveraineté westphalienne, et de frontières présentés par Pollmann reprennent désormais tout leur sens dans un contexte mondial caractérisé par des turbulences économiques et financières. Quel que soit la nature du régime, l'heure n'est plus pour les gouvernements de se soustraire au devoir de sauver leurs économies, la sanction sinon serait immédiate et sans scrupule (par le vote dans les démocraties, par soulèvements, par révolution pour les régimes autoritaires...).

Ce que fut d'ailleurs constaté lors de la crise de 2008⁶³, c'est l'intervention massive des gouvernements du G-20 (représentent 80% de la production mondiale) pour sauver leurs économies. L'intervention s'est fait sur deux fronts : d'abord en injectant du capital dans les à des rachats d'actifs non performants, ensuite en laissant leurs déficits budgétaires se détériorer de 9% pour empêcher l'effondrement de la demande.

⁶³ Francisco Vergara, article précité.

«*Même les gouvernements les plus réticents à perturber le fonctionnement des marchés ont nationalisé des banques, des compagnies d'assurances et des entreprises automobiles. Tout s'est passé comme si les États avaient permis à leurs dettes publiques d'augmenter pour éviter que les dettes privées ne le fassent, ce qui aurait provoqué des faillites en cascade.*» Cette citation de Francisco Vergara⁶⁴, va dans le à confirmer le rôle encore prépondérant de l'État dans la régulation économique, et vient au soutien de notre hypothèse de départ de la primauté de la macroéconomie sur la microéconomie.

Deux défis s'imposent à notre avis, aux finances publiques en particulier et aux décideurs politiques en général, aujourd'hui. Le premier défi consiste à éviter un scénario de crise en *double deep* ou un deuxième plongeon, un scénario qui serait dévastateur pour une réalité socio-économique déjà compliquée. Afin de ne pas remettre tout le système néolibéral en cause, Etienne de Callataÿ⁶⁵ propose des axes de réponses qu'il faut oser aborder. Les États devraient premièrement assainir les finances publiques, il conviendrait d'expliquer aux citoyens de ne pas demander à l'État davantage de ce qu'ils sont disposés à lui donner sous forme d'impôts. Il faut un réalignement entre recettes et dépenses, c'est ce que signifie le terme *Austérité*. La deuxième piste de réponse est de promouvoir des politiques qui sont de nature à stimuler la croissance économique. La troisième piste est d'aller en avant vers l'intégration régionale : en effet, aurons-nous encore besoin de rappeler les vertus de l'intégration économique sur le bien-être commun? D'autant plus que le pouvoir de négociation est fortement altéré quand un État agit seul sur la scène internationale. La quatrième piste de réponse se trouve entre les mains des actionnaires des institutions financières les plus touchées par la crise, et des créanciers des pays qui vivent des situations critiques. Il faudra que ces actionnaires et créanciers acceptent un allègement et une restructuration des dettes. Certes, cela reviendrait à leur infliger davantage de pertes, mais ce n'est nullement au contribuable normal de payer le prix de la spéculation et de sauver le capital à

⁶⁴ Tirée de son article précité.

⁶⁵ Etienne de Callataÿ, ouvrage précité.

risque. En outre, il ne faut surtout pas oublier que les créanciers de ces États en crise, et indirectement les créanciers des institutions économiques internationales, sont en grande partie responsables en acceptant de prêter des sommes faramineuses sans garanties sérieuses de recouvrement.

Ce n'est donc qu'avec le partage de la responsabilité que ces pistes de solutions peuvent voir le jour, avec ce qu'elles peuvent engendrer de croissance économique et d'assainissement budgétaire.

Le deuxième défi a trait à la nouvelle gouvernance. En effet, devant la complexité des domaines de l'intervention gouvernementale, devant la crise de confiance envers la politique, devant les crises économiques et les problèmes de développement...la source de l'action et du pouvoir dans l'État ne peut plus aller du haut vers le bas. La complexité de la tâche publique impose de nouveaux paramètres : le partenariat, le réseau et le contrat sont des facteurs qu'il faut désormais prendre en considération. La bonne gouvernance est la clef du développement qui ne peut être qu'endogène en premier lieu.

On a choisi comme épilogue de ce Rapport cette citation de Jean-Pierre Raffarin⁶⁶ qu'on souhaite un appel à la réflexion sur l'avenir de cette formidable *Machine* qu'est l'État : *«Repenser l'État dans sa mission et ses objectifs, voilà un objectif mobilisateur. N'oublions jamais que celui qui croit acheter une perceuse achète en réalité des trous. Le message ne doit jamais mésestimer la finalité. Le discours technocratique propose des solutions à la fois éphémères et utopiques parce qu'elles ne sont pas partagées par eux auxquelles elles sont destinées. La véritable légitimité repose sur une délégation du pouvoir de faire aux citoyens. Elle implique confiance, écoute et disponibilité. En économie, l'État doit favoriser la création de richesses en allégeant le fardeau fiscal, en favorisant la création de nouvelles entreprises, en promouvant dans l'éducation des métiers créatifs, en favorisant les technologies vertes et en mobilisant l'épargne locale».*

⁶⁶ Jean-Pierre Raffarin : *«Pour une nouvelle gouvernance ; l'Humanisme en actions»*, Ed. L'Archipel, Paris 2002. En réalité la citation est composée de plusieurs sentences énoncées de façon sporadique dans le livre. Ces fragments ont été amassés dans une seule citation pour les besoins de la conclusion.

Bibliographie

- ✓ Discours de l'ex Directeur Général du FMI Dominique Strauss-Kahn, datant du 23 octobre 2009, à Oslo, Norvège : «*Stabilité économique, coopération économique et paix : le rôle du FM*»I.
- ✓ «*Mémoire portant sur le projet de loi 112, Loi pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*», Réseau des Carrefour Jeunesses-Emploi du Québec, Septembre 2002.
- ✓ Frédéric Poulon, «*Économie générale*», Ed. Dunod, Paris, 2005.
- ✓ Pascal Combemale, *Introduction à Keynes*, Paris, La Découverte, 2006, 3^e éd.
- ✓ Louis Côté : «*L'État Démocratique : Fondements et Défis*», 2008, Presse de l'Université du Québec.
- ✓ Edgar Morin : Article «Ce que serait ma gauche», Le Monde, 22-5-2010.
- ✓ Fethi Gharbi: Article «L'émiettement de l'humain» Site Bellacio 20-5- 2010.
- ✓ Cf. Christopher Pollmann, « Entre impuissance divine et énergie marchande : De l'État-proprétaire à l'État-gérant », article sur Hugues Rabault, « L'État entre théologie et technologie. Origine, sens et fonction du concept d'État », Paris, L'Harmattan, 2007, Revue de la recherche juridique n° 2/2009, et, sous forme abrégée, Droit et société. Revue internationale de théorie du droit et de sociologie juridique n° 69/70, 2008, pp. 553-561 ; 558 sq., www.reds.msh-paris.fr/publications/revue/biblio/ds069070-a.htm#1
- ✓ Dario Batistella «*Théories des relations internationales*», 2009, Paris, Presse de Science Po.
- ✓ Pierre-Yves Guay : «*Les Firmes transnationales et l'État-nation*», Édition d'ARC, Montréal, 1987.

- ✓ Emmanuel Nyahoho et Pierre-Paul Proulx : «*Le commerce international : théories, politiques et perspectives industrielles*», Presse de l'Université du Québec, 2010, 3^{ème} éd.
- ✓ Site de la Direction du développement et de la coopération suisse : http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits
- ✓ Charte des Nations Unies : devoir de coopération (Chapitre IX) (1945)
- ✓ Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels (1967)
- ✓ Déclaration de Paris sur l'aide au développement (2005)
- ✓ Traité de Rome sur l'aide au développement (1957)
- ✓ Marie France L'Héritau : «*Le FMI et les pays du Tiers Monde*», Paris, P.U.F, 1986.
- ✓ Samir Amin : «*La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers Monde*», 1989, Paris, l'Harmattan.
- ✓ Pascal Arnaud : «*La dette du Tiers Monde*», Chapitre II, Paris, La Découverte, 1991.
- ✓ Francisco Vergara «*Économie mondiale : diagnostics contradictoires et convalescence fragile*», paru dans «*L'état du monde : 2011, la fin du monde unique*» Ed. La Découverte/Boréal, 2010.
- ✓ Michael Porter : «*Choix stratégiques et concurrence*», Economica, 1982.
- ✓ Dominique Plihon «*L'irremplaçable Dollar?*» paru dans *L'état du monde*, 2011, La fin du monde unique, La Découverte/Boréal, Montréal, 2010.

- ✓ Marie-Fabienne Fortin, José Côté et Françoise Fillion : «*Fondements et étapes du processus de recherche*», Ed. Chenelière Éducation, 2006.
- ✓ Louis Laurencelle : «*Abrégé sur les méthodes de recherche et la recherche expérimentale*», Québec, Presse de l'Université de Québec, 2005.
- ✓ Réjean Huot : «*Méthodes quantitatives pour les sciences humaines*», 2^{ème} édition, Canada, Presse de l'Université Laval, 2003.
- ✓ Alain Noël : «*Pétrole et démocratie, l'handicap de la rente*», paru dans *L'état du monde, 2011, La fin du monde unique*, La Découverte/Boréal, Montréal, 2010.
- ✓ Journal de Québec : La structure du Budget de la Province 2011/2012 (<http://www.journaldequebec.com/affichebudget>)
- ✓ Denis Proulx : «*Les approches en management : la pertinence de traiter des approches en management*», tiré de «*Management des organisations publiques : Théories et applications*» Direction Denis Proulx, Chap. 1, 2^{ème} éd. Presse de l'Université du Québec, 2008.
- ✓ Jean-Pierre Raffarin : «*Pour une nouvelle gouvernance ; l'Humanisme en actions*», Ed. L'Archipel, Paris 2002.
- ✓ Etienne de Callatay : «*Confessions d'un économiste ordinaire; Comprendre la crise financière pour en tirer des leçons*», Ed Roularta Books, 2009.
- ✓ *Atlaséco 2011*, Ed. Le Nouvel Observateur, 2011.
- ✓ «*The World Guide 2005/2006: An Alternative Reference to the Countries of Our Planet*», Ed. New Internationalist; 10^{ème} édition, révisée (juillet 2005)
- ✓ Site du CJE-CDN : www.infogeocom.org

- ✓ Site de la revue Atlas : www.atlas.challenges.fr
- ✓ Site officiel du FMI : www.imf.org
- ✓ Site officiel de la Banque mondiale : www.banquemondiale.org
- ✓ Site officiel de la CIA : www.cia.gov
- ✓ Site officiel de Statistiques Canada : www.statcan.gc.ca
- ✓ Site officiel de l'Organisation Mondiale du Commerce : www.wto.org
- ✓ Site officiel de l'OCDE : www.ocde.org
- ✓ Site officiel de l'OTAN : www.nato.int
- ✓ Site officiel du magazine The Economist : www.theeconomist.com
- ✓ Site officiel du Foreign Policy Magazine : www.foreignpolicy.com
- ✓ Site officiel du Financial Times : www.ft.com
- ✓ Site officiel du Monde Diplomatique : www.monde-diplomatique.fr
- ✓ Site de L'ÉNAP Québec, Guide pour l'élaboration du Rapport de stage :
http://enap.ca/enap/287/Guides_et_formulaires.enap

Annexes

Codes	Indicateurs	Définitions
	Tableau I : Agrégats économiques	
NY.GDP.MKTP.CD	PIB (en \$ US courants).	Le PIB ou produit intérieur brut est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents d'une économie plus toutes taxes sur les produits moins les subventions non incluses dans la valeur des produits.
NY.GDP.PCAP.CD	PIB par habitant (en \$ US courants)	Le PIB par habitant est la somme du PIB divisée par le nombre de résidents de l'année. Le PIB ou produit intérieur brut est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents d'une économie plus toutes taxes sur les produits moins les subventions non incluses dans la valeur des produits.
NY.GNP.MKTP.CD	RNB (autrefois PNB), (en \$ US courant)	Le RNB ou revenu national brut (anciennement PNB) est la somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidents, majorée des taxes sur les produits (moins les subventions) plus les recettes nettes des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de propriétés), provenant de l'étranger.
NY.GNP.PCAP.CD	RNB par habitant (en \$ US courants)	Le RNB ou revenu national brut (anciennement PNB) est la somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidents, majorée des taxes sur les produits (moins les subventions) plus les recettes nettes des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de propriétés), provenant de l'étranger.
NY.GDP.MKTP.KD.ZG	Croissance du PIB (variation annuelle en %).	La croissance du PIB est le principal facteur pour mesurer la croissance économique d'un pays. Le PIB ou produit intérieur brut est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents d'une économie plus toutes taxes sur les produits moins les subventions non incluses dans la valeur des produits.
NY.GDP.PCAP.KD.ZG	Croissance du PIB par habitant (% annuel)	Le PIB par habitant est la somme du PIB divisée par le nombre de résidents de l'année. Le PIB ou produit intérieur brut est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents d'une économie plus toutes taxes sur les produits moins les subventions non incluses dans la valeur des produits.
NY.GNP.PCAP.KD.ZG	Croissance du RNB par habitant (% annuel)	Le RNB par habitant est la somme du RNB divisée par le nombre de résidents pendant l'année. Le RNB ou revenu national brut (anciennement PNB) est la somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidents, majorée des taxes sur les produits (moins les subventions) plus les recettes nettes des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de propriétés), provenant de l'étranger.
NY.GNP.MKTP.KD.ZG	Croissance du RNB (% annuel)	Le RNB ou revenu national brut (anciennement PNB) est la somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidents, majorée des taxes sur les produits (moins les subventions) plus les recettes nettes des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de propriétés), provenant de l'étranger.

FP.CPI.TOTL.ZG	Inflation, prix à la consommation (% annuel)	L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation reflète la variation annuelle en pourcentage du coût pour le consommateur moyen d'acquisition d'un panier de biens et services qui peuvent être fixés ou modifiés à des intervalles spécifiés, par exemple annuellement. Cette formule du «dernier payeur» est généralement utilisée.
	Tableau I.A : Composition du PIB	
NV.AGR.TOTL.ZS	Agriculture : valeur ajoutée (%du PIB)	L'agriculture correspond aux divisions CITI 1-5 des catégories de produits de la Banque mondiale, et inclut la foresterie, la chasse et la pêche, ainsi que la culture et l'élevage. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur après addition de toutes les sorties et en soustrayant les intrants intermédiaires. Il est calculé sans déduction pour l'amortissement des actifs fabriqués ou l'appauvrissement et la dégradation des ressources naturelles.
NV.AGR.TOTL.CD	Agriculture : valeur ajoutée (en \$ US courant)	L'agriculture correspond aux divisions CITI 1-5 des catégories de produits de la Banque mondiale, et inclut la foresterie, la chasse et la pêche, ainsi que la culture et l'élevage. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur après addition de toutes les sorties et en soustrayant les intrants intermédiaires. Il est calculé sans déduction pour l'amortissement des actifs fabriqués ou l'appauvrissement et la dégradation des ressources naturelles.
NV.SRV.TETC.ZS	Services : valeur ajoutée (en % du PIB)	Les services correspondent aux divisions ISIC 50-99 des catégories de production de la banque mondiale. Ils comprennent la valeur ajoutée dans le commerce de gros et de détail (y compris les hôtels et restaurants), le transport, le gouvernement, le secteur financier, les professionnels, et les services personnels tels que l'éducation, les soins de santé et les services immobiliers. Sont également inclus les frais bancaires imputés, les droits d'importation, et tout écart noté par les compilateurs nationaux ainsi que les écarts résultant de redimensionnement. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur après addition de toutes les sorties et en soustrayant les intrants intermédiaires. Elle est calculée sans déduction pour l'amortissement des actifs fabriqués ou l'appauvrissement et la dégradation des ressources naturelles.
NV.SRV.TETC.CD	Services : valeur ajoutée (en \$ US courant)	Les services correspondent aux divisions ISIC 50-99 des catégories de production de la banque mondiale. Ils comprennent la valeur ajoutée dans le commerce de gros et de détail (y compris les hôtels et restaurants), le transport, le gouvernement, le secteur financier, les professionnels, et les services personnels tels que l'éducation, les soins de santé et les services immobiliers. Sont également inclus les frais bancaires imputés, les droits d'importation, et tout écart noté par les compilateurs nationaux ainsi que les écarts résultant de redimensionnement. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur après addition de toutes les sorties et en soustrayant les intrants intermédiaires. Elle est calculée sans déduction pour l'amortissement des actifs fabriqués ou l'appauvrissement et la dégradation des ressources naturelles.
NV.IND.TOTL.ZS	Industrie : valeur ajoutée (en % du PIB)	L'industrie correspond aux divisions CITI 10-45 des catégories des produits de la banque mondiale et comprend la fabrication, la valeur ajoutée dans l'industrie minière, la construction, l'électricité, l'eau et le gaz. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur après addition de toutes les sorties et en soustrayant les intrants intermédiaires. Elle est calculée sans déduction pour l'amortissement des actifs fabriqués ou l'appauvrissement et la dégradation des ressources naturelles.
NV.IND.TOTL.CD	Industrie : valeur ajoutée (en \$ US	l'industrie correspond aux divisions CITI 10-45 des catégories des produits

	courant)	de la banque mondiale et comprend la fabrication, la valeur ajoutée dans l'industrie minière, la construction, l'électricité, l'eau et le gaz. La valeur ajoutée est la production nette d'un secteur après addition de toutes les sorties et en soustrayant les intrants intermédiaires. Elle est calculée sans déduction pour l'amortissement des actifs fabriqués ou l'appauvrissement et la dégradation des ressources naturelles.
	Tableau I.B : Budget	
GC.BAL.CASH.GD.ZS	Excédent/Déficit de trésorerie (en % du PIB).	Cela correspond à l'ensemble des recettes (incluant les dons) - l'ensemble des dépenses (sauf celles engagées pour l'acquisition nette d'avoirs non financiers)
BN.CAB.XOKA.GD.ZS	Balance des comptes courants (% du PIB).	Cela représente la somme des exportations nettes des produits, des services et des revenus + les transferts courants.
BN.RES.INCL.CD	Variations des réserves nettes (en \$ US courant).	C'est la variation nette des avoirs d'un pays de réserves internationales (tous les avoirs et les créances que le pays possède sur les non-résidents).
FI.RES.TOTL.CD	Total des réserves (comprend l'or, \$ US courants)	Les réserves totales comprennent les avoirs en or monétaire, droits de tirage spéciaux, les réserves des membres du FMI détenues par le FMI et les avoirs en devises sous le contrôle des autorités monétaires. La composante or de ces réserves est évalué en fin d'année (Décembre 31) au prix de Londres.
FI.RES.TOTL.DT.ZS	Total des réserves (% de la dette extérieure)	Les réserves totales comprennent les avoirs en or monétaire, droits de tirage spéciaux, les réserves des membres du FMI détenues par le FMI et les avoirs en devises sous le contrôle des autorités monétaires. La composante or de ces réserves est évalué en fin d'année (Décembre 31) au prix de Londres.
FI.RES.TOTL.MO	Total des réserves (en mois d'importations)	Les réserves totales comprennent les avoirs en or monétaire, droits de tirage spéciaux, les réserves des membres du FMI détenues par le FMI et les avoirs en devises sous le contrôle des autorités monétaires. La composante or de ces réserves est évalué en fin d'année (Décembre 31) au prix de Londres.
	Tableau I.B.a : Revenus	
BN.GSR.FCTY.CD	Revenus nets (en \$ US courant)	Les rentrées de revenu se réfèrent à la rémunération des travailleurs résidant à l'étranger et les revenus de placement (reçus sur les investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et les recettes sur les avoirs de réserve).
BN.TRF.KOGT.CD	Compte du capital net (en \$ US courant)	Le compte du capital net inclut le pardon de la dette publique, les subventions d'investissement en numéraire ou en nature par une entité gouvernementale, et les taxes sur les transferts de capitaux. Sont également inclus les transferts de capitaux des migrants et le pardon de la dette et les subventions d'investissement par des entités non gouvernementales.
NY.TRF.NCTR.CD	Transferts courants nets de/à l'étranger (en \$ US courant)	Les transferts courants comprennent les transferts de revenus entre les résidents du pays déclarant et le reste du monde qui ne portent pas des dispositions pour le remboursement. Les transferts courants nets à l'étranger est égal aux transferts sans contrepartie de revenus des non-résidents aux résidents moins les transferts sans contrepartie de résidents à des non-résidents.

Tableau I.B.a.1 : Revenus internes		
GC.TAX.TOTL.GD.ZS	Revenus fiscaux (en % du PIB)	Les recettes fiscales se réfèrent aux transferts obligatoires pour le gouvernement central à des fins publiques. Certains transferts obligatoires telles que des amendes, pénalités et cotisations de sécurité les plus sociaux sont exclus.
IC.TAX.PAYM	Paiements d'impôts (nombre total d'impôts payé par les entreprises)	Les paiements d'impôt par les entreprises réfèrent au nombre total des impôts payés par les entreprises, y compris le dépôt électronique.
IC.TAX.TOTL.CP.ZS	Taux d'imposition total (en % des bénéfices commerciaux)	Le taux d'imposition total permet de mesurer le montant des taxes et contributions obligatoires dues par les entreprises après la comptabilisation des déductions et exemptions comme une part des bénéfices commerciaux. Les Impôts retenus (comme l'impôt sur le revenu) ou collectées et remises aux autorités fiscales (comme la TVA, les taxes de vente ou de biens et de services des impôts) sont exclus.
NY.GNS.ICTR.ZS	Épargne brute (en % du PIB).	L'épargne brute est calculée comme étant le revenu national brut moins la consommation totale plus les transferts nets.
IC.FRM.CORR.ZS	Paiements informels à des agents publics (% des entreprises).	Cet indicateur mesure le pourcentage présumé d'entreprises effectuant des paiements informels aux services publics pour que " les choses soient faites" (obtention de permis, alléger les procédures, etc...). Cette information permet de mesurer partiellement le degré de corruption dans une économie.
EG.EGY.PROD.KT.OE	La production d'énergie (kt équivalent en pétrole)	La production d'énergie se réfère aux formes primaires de l'énergie – pétrole (brut), liquide de gaz naturel, les combustibles solides (charbon, lignite et autres combustibles dérivés), les combustibles renouvelables et l'électricité primaire, toutes converties en équivalents pétrole.
NY.GDP.PETR.RT.ZS	Rente pétrolière (en% du PIB)	La rente pétrolière est la différence entre la valeur de la production de pétrole brut au prix mondial et les coûts totaux de production.
NY.GNS.ICTR.CD	Épargne brute (en \$ US courant)	L'épargne brute est calculée comme le revenu national brut moins de consommation totale, plus les transferts nets.
NY.GDS.TOTL.CD	Épargne intérieure brute (en \$ US courant).	L'épargne intérieure brute est calculée comme le revenu national brut moins de consommation finale (consommation finale).
NY.GDS.TOTL.ZS	Épargne intérieure brute (% du PIB)	L'épargne intérieure brute est calculée comme le revenu national brut moins de consommation finale (consommation finale).
NY.TAX.NIND.CD	Taxe nette sur les produits (en \$ US courant)	Les impôts sur les produits (impôts indirects nets) sont la somme des taxes sur les produits moins les subventions. Les taxes sur les produits sont les taxes payables par les producteurs qui se rapportent à la production, la vente, l'achat ou l'utilisation de biens et services. Les subventions sont toutes les formes d'assistance aux producteurs.
Tableau I.B.a.2 : Revenus externes		
DT.ODA.ALLD.CD	Aide publique au développement et aide publique reçue (en \$ US courant).	L'APD désigne l'ensemble des prêts encaissés à des taux concessionnels, plus les subventions consenties dans un cadre bi ou multilatéral
DT.ODA.OATL.CD	Aide publique au développement nette reçue (en \$US courant).	L'APD désigne l'ensemble des prêts encaissés à des taux concessionnels, plus les subventions consenties dans un cadre bi ou multilatéral
DT.ODA.ODAT.CD	Aide publique au développement reçue (en \$ US courant)	L'APD désigne l'ensemble des prêts encaissés à des taux concessionnels, plus les subventions consenties dans un cadre bi ou multilatéral
DT.ODA.ODAT.GN.ZS	APD nette reçue (% du RNB)	L'APD désigne l'ensemble des prêts encaissés à des taux concessionnels, plus les subventions consenties dans un cadre bi ou multilatéral
DT.NFL.IAEA.CD	Flux officiels nets des agences de	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des

	I'ONU, l'AIEA (en \$ US courant)	flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.IFAD.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, le FIDA (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.UNAI.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, l'ONUSIDA (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.UNCF.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, l'UNICEF (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.UNCR.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, le HCR (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.UNDP.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, le PNUD (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.UNEC.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, la CEE-ONU (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.UNFP.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, le FNUAP (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.UNRW.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, l'UNRWA (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.UNTA.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, UNTA (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays

		bénéficiaire.
DT.NFL.WFPG.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, le PAM (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
DT.NFL.WHOL.CD	Flux officiels nets des agences de l'ONU, l'OMS (en \$ US courant)	Les flux officiels nets d'agences de l'ONU sont les décaissements nets des flux officiels d'agences de l'ONU. Le total des flux officiels est la somme de l'aide au développement (APD) ou d'une aide officielle et les autres apports du secteur public. Ils représentent le total des décaissements par le secteur public au sens large pour le pays bénéficiaire.
NY.GSR.NFCY.CD	Le revenu net provenant de l'étranger (en \$ US courant)	Le revenu net comprend les revenus nets du travail et des biens nets et des composantes du revenu d'entreprise. Les revenus du travail couvrent la rémunération des salariés payée aux travailleurs non résidents. Les revenus des propriétés et des entreprises couvrent les revenus de placement de créances financières étrangères (intérêts, dividendes, loyers, etc) et revenus de la propriété non financiers (brevets, copyrights, etc).
	Tableau I.B.b : Dépenses :	
GC.XPN.TOTL.GD.ZS	Dépenses (% du PIB).	Les dépenses sont des paiements pour les activités d'exploitation du gouvernement pour qu'il fournisse des biens et services. Elles comprennent aussi les intérêts et les subventions, les montants d'aide sociale, les loyers et autres.
IQ.CPA.PRES.XQ	Indice d'équité dans l'utilisation des ressources publiques (1=faible et 6=élevé).	L'équité de l'utilisation des ressources publiques évalue la mesure dans laquelle la structuration des dépenses et des revenus fiscaux affecte les pauvres et est compatible avec les priorités nationales en matière de réduction de la pauvreté.
IQ.CPA.ECON.XQ	Classement de la moyenne collective de la gestion économique (1=faible et 6=élevée)	L'indice de gestion économique comprend la gestion macroéconomique, la politique budgétaire et politique de la dette.
IQ.CPA.FISP.XQ	Classement de la moyenne de la politique fiscale (1 = faible à 6 = élevée)	La politique fiscale évalue la viabilité à court et moyen terme du régime fiscal (en tenant compte de la politique monétaire, de change et de l'équilibre de la dette publique) et de son impact sur la croissance.
IQ.CPA.MACR.XQ	Indice de la gestion macro-économique (1 = faible à 6 = élevée)	La gestion macroéconomique évalue la politique monétaire, de taux de change, et le cadre stratégique global de la demande.
IQ.CPA.PADM.XQ	Indice de la qualité l'administration publique (1 = faible à 6 = élevée)	La qualité de l'administration publique évalue la mesure dans laquelle le personnel civil du gouvernement central est structuré pour concevoir et mettre en œuvre la politique du gouvernement et fournir des services efficacement.
IQ.CPA.PUBS.XQ	Moyenne de la gestion du secteur public et des institutions (1 = faible à 6 = élevée)	La gestion du secteur public et des institutions comprend les règles de gouvernance propres au pays (protégées par le droit de propriété intellectuelle), la qualité de la gestion budgétaire et financière, l'efficacité dans l'affectation des ressources, la qualité de l'administration publique et la transparence, la responsabilisation et la corruption dans le secteur public.
IQ.CPA.TRAN.XQ	Indice de la transparence, de la responsabilité et de la corruption dans le secteur public (1 = faible à 6 = élevée)	La transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public permet d'évaluer la mesure dans laquelle le pouvoir exécutif peut être tenu responsable de son utilisation des deniers et pour les résultats de ses actions par l'électorat, par le législatif et par le judiciaire, et la mesure dans laquelle les fonctionnaires publics au sein de l'exécutif sont tenus

		de rendre compte des décisions administratives, de l'utilisation des ressources et des résultats obtenus. Les trois principales dimensions évaluées ici sont la responsabilité de l'exécutif et des agents devant les institutions de surveillance pour leurs performances, l'accès de la société civile à l'information sur les affaires publiques, et l'influence des intérêts privés sur les rouages de l'État.
NE.CON.GOV.T.CD	Dépenses de consommation finale du gouvernement (en \$ US courant)	Les dépenses générales de consommation finale du gouvernement (anciennement la consommation des administrations publiques) comprend toutes les dépenses publiques courantes pour les achats de biens et services (y compris la rémunération des salariés). Il comprend également la plupart des dépenses sur la défense nationale et la sécurité, mais exclut les dépenses militaires du gouvernement qui font partie de la formation de capital du gouvernement.
NE.CON.GOV.T.ZS	Dépenses de consommation finale du gouvernement (% du PIB)	Les dépenses générales de consommation finale du gouvernement (anciennement la consommation des administrations publiques) comprend toutes les dépenses publiques courantes pour les achats de biens et services (y compris la rémunération des salariés). Il comprend également la plupart des dépenses sur la défense nationale et la sécurité, mais exclut les dépenses militaires du gouvernement qui font partie de la formation de capital du gouvernement.
NE.CON.PET.CD	Dépenses de consommation finale des ménages, etc (en \$ US courant)	Les dépenses de consommation finale des ménages (anciennement la consommation privée) est la valeur marchande de tous les biens et services, y compris les produits durables (comme les voitures, machines à laver et ordinateurs personnels), achetés par les ménages. Elle exclut les achats de logements, mais inclut les loyers imputés des logements occupés. Il comprend également les paiements et les frais aux gouvernements d'obtenir des permis et licences. Ici, les dépenses de consommation des ménages inclut les dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages, même lorsque déclarées séparément par le pays.
NE.CON.PET.ZS	Dépenses de consommation finale des ménages, etc (en% du PIB)	Les dépenses de consommation finale des ménages (anciennement la consommation privée) est la valeur marchande de tous les biens et services, y compris les produits durables (comme les voitures, machines à laver et ordinateurs personnels), achetés par les ménages. Elle exclut les achats de logements, mais inclut les loyers imputés des logements occupés. Il comprend également les paiements et les frais aux gouvernements d'obtenir des permis et licences. Ici, les dépenses de consommation des ménages inclut les dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages, même lorsque déclarées séparément par le pays.
NE.CON.TET.CD	Dépenses de consommation finale (en \$ US courant)	Les dépenses de consommation finale (anciennement la consommation totale) est la somme des dépenses de consommation finale des ménages (consommation privée) et les dépenses de consommation finale des administrations publiques (consommation des administrations publiques).
NE.CON.TET.ZS	Dépenses de consommation finale (en% du PIB)	Les dépenses de consommation finale (anciennement la consommation totale) est la somme des dépenses de consommation finale des ménages (consommation privée) et les dépenses de consommation finale des administrations publiques (consommation des administrations publiques).
NE.DAB.TOTL.ZS	Dépense nationale brute (% du PIB)	Dépenses nationales brutes (anciennement l'absorption intérieure) est la somme des dépenses de consommation finale des ménages (anciennement la consommation privée), des dépenses de consommation finale du gouvernement (anciennement la consommation des administrations publiques), et la formation brute de capital (anciennement investissement national brut).

	Tableau I.B.b.1 : Dépenses internes :	
NY.ADJ.AEDU.CD	Dépenses publiques en éducation (en \$ US courant))	Les dépenses publiques en éducation se réfèrent aux dépenses de fonctionnement actuelles de l'éducation, y compris les traitements et salaires à l'exclusion des investissements de capitaux dans les bâtiments et les équipements.
NY.ADJ.AEDU.CD.ZS	Dépenses publiques en éducation (% du RNB)	Les dépenses publiques en éducation se réfèrent aux dépenses de fonctionnement actuelles de l'éducation, y compris les traitements et salaires à l'exclusion des investissements de capitaux dans les bâtiments et les équipements.
SE.XPD.TERT.PC.ZS	Dépenses par élève de l'enseignement supérieur (en % du PIB par habitant)	Les dépenses publiques par étudiant sont les dépenses publiques courantes d'éducation divisées par le nombre total d'étudiants par niveau.
SE.XPD.PRIM.PC.ZS	Dépenses par élève au primaire (en % du PIB par habitant)	Les dépenses publiques par étudiant sont les dépenses publiques courantes d'éducation divisées par le nombre total d'étudiants par niveau.
SE.XPD.SECO.PC.ZS	Dépenses par élève au secondaire (en % du PIB par habitant)	Les dépenses publiques par étudiant sont les dépenses publiques courantes d'éducation divisées par le nombre total d'étudiants par niveau.
SH.XPD.PCAP	Dépenses en santé par habitant (en \$ US courants)	Les dépenses en santé par habitant est la somme des dépenses en santé publics et privés divisée par le nombre de résidents d'un pays pendant une année donnée. Elle couvre la fourniture de services de santé (préventifs et curatifs), les activités de planification familiale, les activités de nutrition et d'aide d'urgence pour la santé.
GB.XPD.RSDV.GD.ZS	Dépenses en recherche développement (% du PIB)	Les dépenses en recherche et développement sont des dépenses courantes et en capital (à la fois publiques et privées) sur le travail créatif entrepris systématiquement pour accroître les connaissances, y compris dans les sciences humaines, la culture et la société, et l'utilisation des connaissances pour de nouvelles applications. La R & D couvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental.
MS.MIL.XPND.GD.ZS	Dépenses militaires (en % du PIB).	Les dépenses militaires sont établies par le Stockholm Internationale Peace Research Institute (SIPRI) sur la base d'une définition de l'OTAN. Elles comprennent toutes les dépenses courantes et en capital sur les forces armées, y compris les forces de paix; ministères de la Défense et autres agences gouvernementales engagées dans des projets de défense, les forces paramilitaires, si elles sont jugées être formés et équipés pour les opérations militaires, et les activités spatiales militaires.
NE.GDI.TOTL.ZS	Formation du capital brut (en % du PIB).	La formation du capital brut ou investissement intérieur brut pour des ajouts aux immobilisations corporelles de l'économie plus les variations nettes des inventaires.
IE.PPI.WATR.CD	Investissements dans l'eau et l'assainissement avec une participation privée (en \$ US courant)	L'investissement dans des projets d'eau et d'assainissement avec une participation privée couvre des projets d'infrastructures dans l'eau et l'assainissement qui ont atteint la clôture financière et qui sont liés directement ou indirectement au service du public. Les types de projets inclus sont des opérations et des contrats de gestion, des opérations et des contrats de gestion avec les dépenses en immobilisations importantes, les projets greenfield (dans laquelle une entité privée ou une entreprise commune public-privé construit et exploite une nouvelle installation), et les cessions.
IE.PPI.TELE.CD	Investissements dans les télécommunications avec une participation privée (en \$ US courant)	L'investissement dans des projets de télécommunications avec une participation privée couvre des projets d'infrastructures dans les télécommunications qui ont atteint la clôture financière et qui sont liés directement ou indirectement au service du public. Les types de projets inclus sont des opérations et des contrats de gestion, des opérations et des contrats de gestion avec les dépenses en immobilisations

		importantes, les projets greenfield (dans laquelle une entité privée ou une entreprise commune public-privé construit et exploite une nouvelle installation), et les cessions.
IE.PPI.TRAN.CD	Investissements dans les transports avec une participation privée (en \$ US courant)	L'investissement dans des projets de transports avec une participation privée couvre des projets d'infrastructures dans le transport qui ont atteint la clôture financière et qui sont liés directement ou indirectement au service du public. Les types de projets inclus sont des opérations et des contrats de gestion, des opérations et des contrats de gestion avec les dépenses en immobilisations importantes, les projets greenfield (dans laquelle une entité privée ou une entreprise commune public-privé construit et exploite une nouvelle installation), et les cessions.
IE.PPI.ENGY.CD	Investissement dans l'énergie avec une participation privée (en \$ US courant)	L'investissement dans des projets d'énergie avec une participation privée couvre des projets d'infrastructures dans l'énergie qui ont atteint la clôture financière et qui sont liés directement ou indirectement au service du public. Les types de projets inclus sont des opérations et des contrats de gestion, des opérations et des contrats de gestion avec les dépenses en immobilisations importantes, les projets greenfield (dans laquelle une entité privée ou une entreprise commune public-privé construit et exploite une nouvelle installation), et les cessions.
SH.XPD.PUBL.GX.ZS	Dépenses publiques en santé (% des dépenses publiques)	Les dépenses publiques de santé se composent des dépenses en immobilisations du gouvernement (central et local), des budgets, emprunts et dons extérieurs (y compris les dons d'organismes internationaux et organisations non gouvernementales) et sociaux (des fonds d'assurance santé).
SH.XPD.PUBL.ZS	Dépenses publiques en santé (% du PIB)	Les dépenses publiques de santé se composent des dépenses en immobilisations du gouvernement (central et local), des budgets, emprunts et dons extérieurs (y compris les dons d'organismes internationaux et organisations non gouvernementales) et sociaux (des fonds d'assurance santé).
SH.XPD.TOTL.ZS	Les dépenses de santé, total (% du PIB)	Les dépenses totales en santé est la somme des dépenses en santé publics et privés. Elle couvre la fourniture de services de santé (préventifs et curatifs), les activités de planification familiale, les activités de nutrition et d'aide d'urgence pour la santé.
NE.GDI.TOTL.CD	Formation de capital brut (en \$ US courant)	La formation du capital brut ou investissement intérieur brut pour des ajouts aux immobilisations corporelles de l'économie plus les variations nettes des inventaires.
	Tableau I.B.b.2 : Dépenses externes :	
DT.NFL.BOND.CD	Investissements du portefeuille, actions (BDP, dollars américains courants)	Les obligations sont des titres émis avec un taux d'intérêt fixe pour une période de plus d'un an. Ils comprennent les flux nets transfrontaliers obligataires publics et publiquement garantis et privés non garantis.
DT.INT.DECT.CD	Les paiements d'intérêts sur la dette extérieure, total (en \$ US courant)	Les paiements d'intérêts sont les montants réels des intérêts payés par l'emprunteur en devises, de marchandises ou de services dans l'année spécifiée.
DT.INT.DECT.GN.ZS	Les paiements d'intérêts sur la dette extérieure (% du RNB)	Les paiements d'intérêts sont les montants réels des intérêts payés par l'emprunteur en devises, de marchandises ou de services dans l'année spécifiée.
DT.TDS.DECT.CD	Service de la dette extérieure, total (en \$ US courant).	Le service de la dette totale désigne les intérêts, les charges, les frais de rachats de la dette totale à court et à long terme.
DT.TDS.DECT.GN.ZS	Service de la dette totale (% du RNB)	Le service de la dette totale désigne les intérêts, les charges, les frais de rachats de la dette totale à court et à long terme.
DT.TDS.MLAT.CD	Service de la dette multilatérale (en \$ US courant)	Le service de la dette multilatérale est le remboursement du principal et des intérêts à la Banque mondiale, les banques régionales de développement, et d'autres organismes multilatéraux.

DT.TDS.MLAT.PG.ZS	Service de la dette multilatérale (% du service de la dette publique et publiquement garantie)	Le service de la dette multilatérale est le remboursement du principal et des intérêts à la Banque mondiale, les banques régionales de développement, et d'autres organismes multilatéraux.
	Tableau II : Commerce international et dettes	
BN.CAB.XOKA.CD	Balance des comptes courants (en \$ US courant)	Cela représente la somme des exportations nettes des produits, des services et des revenus + les transferts courants.
DT.DSB.DPPG.CD	Rachat de la dette (en \$ US courant)	Le rachat de la dette est le rachat par un débiteur de sa propre dette. Dans le cas d'un rachat d'une dette à long terme, la valeur nominale de la dette rachetée sera enregistrée comme une baisse du stock de la dette à long terme, et le montant de l'encaisse reçue par les créanciers sera enregistré comme un remboursement de capital.
	Tableau II.A : Commerce international	
NE.TRD.GNFS.ZS	Commerce extérieur (% du PIB)	Le commerce extérieur est la somme des exportations et des importations de biens et services mesurée en pourcentage du produit intérieur brut.
BG.GSR.NFSV.GD.ZS	Commerce de services (% du PIB)	Le commerce de services est la somme des exportations et des importations des services divisée par la valeur du PIB.
NE.RSB.GNFS.CD	Balance extérieure des biens et des services (en \$ US courant)	La balance extérieure des biens et services (anciennement l'équilibre des ressources) est égale à l'exportation de biens et de services moins importations de biens et services (anciennement services non facteurs).
NE.RSB.GNFS.ZS	Balance extérieure des biens et des services (en % du PIB)	La balance extérieure des biens et services (anciennement l'équilibre des ressources) est égale à l'exportation de biens et de services moins importations de biens et services (anciennement services non facteurs).
SM.POP.TOTL	Stock international de migrants, total	Le stock international de migrants est le nombre de personnes nées dans un pays autre que celui dans lequel ils vivent, y compris les réfugiés.
SM.POP.NETM	Migration nette	La migration nette est le nombre d'immigrants moins le nombre d'émigrants, y compris les citoyens et les non-citoyens, pour une période de cinq ans.
BN.GSR.GNFS.CD	Commerce net de biens et de services (en \$ US courant)	Le commerce net de biens et de services est obtenu en soustrayant la valeur des importations de biens et des services de celle des exportations de biens et des services. Les exportations et importations de biens et de services comprennent toutes les transactions impliquant un changement de propriété des biens et des services entre les résidents d'un pays et le reste du monde.
BN.GSR.MRCH.CD	Commerce net de biens (en \$ US courant)	Le commerce net de biens est la différence entre les exportations et importations de produits. Cette catégorie comprend: les biens reçus ou envoyés pour traitement et leur exportation ultérieure ou de l'importation sous la forme de produits transformés, les réparations de biens, et les biens achetés dans les ports par les transporteurs. Le commerce des services n'est pas inclus.
	Tableau II.A.a : Exportations	
NE.EXP.GNFS.ZS	Exportations de biens et de services (en % du PIB)	Les exportations de biens et services représentent la valeur de tous les biens et autres services marchands fournis au reste du monde. Ils comprennent la valeur des marchandises, fret, assurance, transport, voyage, redevances, droits de licence, et d'autres services, tels que la

		communication, la construction, les services financiers, d'informations, les professionnels, personnels et services gouvernementaux.
NE.EXP.GNFS.CD	Exportations de biens et de services (en \$US courants)	Les exportations de biens et services représentent la valeur de tous les biens et autres services marchands fournis au reste du monde. Ils comprennent la valeur des marchandises, fret, assurance, transport, voyage, redevances, droits de licence, et d'autres services, tels que la communication, la construction, les services financiers, d'information, professionnels, personnels et services gouvernementaux.
TX.VAL.TECH.CD	Exportations de haute technologie (en \$ US courants)	Les produits de haute technologie sont ceux à haute intensité de recherche et développement, tels que l'aérospatiale, les ordinateurs, les produits pharmaceutiques, les instruments scientifiques, et les machines électriques
TX.VAL.TECH.MF.ZS	Exportations de haute technologie (en % des biens manufacturés)	Les produits de haute technologie sont ceux à haute intensité de recherche et développement, tels que l'aérospatiale, les ordinateurs, les produits pharmaceutiques, les instruments scientifiques, et les machines électriques.
TX.VAL.ICTG.ZS.UN	Exportations de biens en TIC (% du total des exportations de biens)	Les biens de la technologie de l'information et des télécommunications comprennent le matériel de télécommunications, audio et vidéo, le matériel informatique et autres composants électroniques connexes. Les logiciels sont exclus.
BX.GSR.CCIS.ZS	Exportations de services de TIC (% des exportations de services, BDP)	Les exportations des services de la technologie de l'information et de la communication comprennent les services informatiques et de communication (télécommunications et services postaux et de messagerie) et des services d'information (données informatiques et des services liés aux nouvelles transactions).
BX.GSR.MRCH.CD	Exportations de biens (en \$ US courant))	Les exportations de biens se réfèrent à tous les biens mobiliers (y compris l'or non marchand) impliqués dans un changement de propriété des résidents à des non-résidents. Cette catégorie comprend : les biens reçus ou envoyés pour traitement et leur exportation ultérieure ou de l'exportation sous la forme de produits transformés, les réparations de biens, et les biens achetés dans les ports par les transporteurs.
BX.GSR.NFSV.CD	Exportations de services (en \$ US courant)	Les services se réfèrent à la production économique de produits immatériels qui peuvent être produits, transférés, et consommés au même moment. Les transactions internationales de services sont définies par le Manuel de la balance des paiements (1993), mais les définitions peuvent néanmoins varier.
BX.GSR.TOTL.CD	Les exportations de biens, services et revenus (BDP, en \$US courant)	Les exportations de biens, services et revenus c'est la somme des exportations de biens, les exportations de services et de paiements de revenu.
TM.VAL.ICTG.ZS.UN	Exportations d'aliments (% des exportations de marchandises)	Les aliments comprennent les produits de CTCL (la classification des produits de l'ONU), la section 0 (aliments et animaux vivants), section 1 (boissons et tabac), section 4 (graisses animales et les huiles végétales) et la section 22 (graines oléagineuses, noix, amandes et huile).
IC.EXP.COST.CD	Coût d'exportation (en \$ US par conteneur)	Le coût d'exportation comprend les frais prélevés sur un conteneur de 20 pieds en dollars américains. Tous les frais associés à l'achèvement des procédures d'exportation des marchandises sont inclus.
MS.MIL.XPRT.KD	Exportations d'armes (en \$ US constant de 1990)	Les transferts d'armes couvrent la fourniture d'armes militaires par la vente, l'aide, des dons, et celle faite par le biais des licences de fabrication.
BX.GSR.INSF.ZS	Servies financiers et d'assurances (BDP, en % des exportations de services).	Cela couvre les services financiers et d'assurances rendus par les résidents aux non-résidents et vice versa.
	Tableau II.A.b : Importations	

NE.IMP.GNFS.ZS	Importations de biens et de services (en % du PIB)	Les importations de biens et services représentent la valeur de tous les biens et autres services marchands reçus du reste du monde (y compris les services aux gouvernements).
NE.IMP.GNFS.CD	Importations de biens et de services (en \$ US courant)	Les importations de biens et services représentent la valeur de tous les biens et autres services marchands reçus du reste du monde (y compris les services aux gouvernements).
EG.IMP.CON.S.ZS	Importations nettes d'énergie (en % d'utilisation d'énergie)	Les importations nettes d'énergie sont obtenues en soustrayant la production de l'utilisation d'énergie, tous deux mesurés en équivalents-pétrole. Une valeur négative indique que le pays est un exportateur net. La consommation d'énergie se réfère à l'utilisation d'énergie primaire avant transformation à d'autres carburants d'utilisation finale, qui est égale à la production augmentée des importations et des variations des stocks, moins les exportations et les carburants fournis aux navires et aéronefs effectuant des transports internationaux.
TM.VAL.ICTG.ZS.UN	Importations de biens de TIC (% du total des importations de biens)	Les biens de la technologie de l'information et des télécommunications comprennent le matériel de télécommunications, audio et vidéo, le matériel informatique et autres composants électroniques connexes. Les logiciels sont exclus.
BM.GSR.MRCH.CD	Importations de biens (BDP, en \$ US courant)	Les importations de biens se réfèrent à tous les biens mobiliers (y compris l'or non marchand) impliqués dans un changement de propriété des non-résidents à des résidents. Cette catégorie comprend : les biens reçus ou envoyés pour traitement et leur exportation ultérieure ou de l'importation sous la forme de produits transformés, les réparations de biens, et les biens achetés dans les ports par les transporteurs.
BM.GSR.NFSV.CD	Importations de services (BDP, en \$ US courant)	Les services se réfèrent à la production économique de produits immatériels qui peuvent être produits, transférés, et consommés au même moment. Les transactions internationales de services sont définies par le Manuel de la balance des paiements (1993), mais les définitions peuvent néanmoins varier.
BM.GSR.TOTL.CD	Importations de biens, de services et de revenu (en \$ US courant)	Les importations de biens, services et revenus c'est la somme des importations de biens, les importations de services et de paiements de revenu.
TM.VAL.FOOD.ZS.UN	Importations d'aliments (% des importations de marchandises)	Les aliments comprennent les produits de CTCI (la classification des produits de l'ONU), la section 0 (aliments et animaux vivants), section 1 (boissons et tabac), section 4 (graisses animales et les huiles végétales) et la section 22 (graines oléagineuses, noix, amandes et huile).
IC.IMP.COST.CD	Coût d'importation (en \$ US par conteneur)	Le coût d'importation comprend les frais prélevés sur un conteneur de 20 pieds en dollars américains. Tous les frais associés à l'achèvement des procédures d'importation des marchandises sont inclus.
MS.MIL.MPRT.KD	Importations d'armes (en \$ US constant de 1990)	Les transferts d'armes couvrent la fourniture d'armes militaires par la vente, l'aide, des dons, et celle faite par le biais des licences de fabrication.
	Tableau II.A.c : Tourisme	
ST.INT.RCPT.CD	Tourisme international, recettes (\$ US courant)	Les recettes touristiques internationales sont les dépenses faites par les visiteurs internationaux entrants, y compris les paiements aux transporteurs nationaux pour les transports internationaux. Ces recettes comprennent tout paiement anticipé fait pour d'autres biens ou services reçus dans le pays de destination.
ST.INT.RCPT.XP.ZS	Tourisme international, recettes (en% des exportations totales)	Les recettes touristiques internationales sont les dépenses faites par les visiteurs internationaux entrants, y compris les paiements aux transporteurs nationaux pour les transports internationaux. Ces recettes comprennent tout paiement anticipé fait pour d'autres biens ou services

		reçus dans le pays de destination.
ST.INT.XPND.CD	Tourisme international, dépenses (en \$ US courants)	Les dépenses touristiques internationales sont les dépenses faites par les visiteurs internationaux sortants, y compris les paiements aux transporteurs nationaux pour les transports internationaux. Ces dépenses comprennent tout paiement anticipé fait pour d'autres biens ou services reçus dans le pays de destination.
ST.INT.XPND.MP.ZS	Tourisme international, dépenses (en% des importations totales)	Les dépenses touristiques internationales sont les dépenses faites par les visiteurs internationaux sortants, y compris les paiements aux transporteurs nationaux pour les transports internationaux. Ces dépenses comprennent tout paiement anticipé fait pour d'autres biens ou services reçus dans le pays de destination.
	Tableau II.A.d : Investissement direct à l'étranger (IDE)	
BN.KLT.DINV.CD	IDE flux nets (en \$ US courants).	L'investissement direct à l'étranger est celui qui vise à acquérir une participation (au moins 10% du capital avec droit de vote) dans la gestion d'une entreprise opérant dans un pays autre que celui de l'investisseur
BM.KLT.DINV.GD.ZS	Investissements directs étrangers, les sorties nettes (% du PIB)	L'investissement direct à l'étranger est celui qui vise à acquérir une participation (au moins 10% du capital avec droit de vote) dans la gestion d'une entreprise opérant dans un pays autre que celui de l'investisseur
BX.KLT.DINV.CD.WD	Investissement direct étranger, rentrées nettes (en \$ US courant)	L'investissement direct à l'étranger est celui qui vise à acquérir une participation (au moins 10% du capital avec droit de vote) dans la gestion d'une entreprise opérant dans un pays autre que celui de l'investisseur
BX.KLT.DINV.WD.GD.ZS	Investissements directs étrangers, rentrées nettes (% du PIB)	L'investissement direct à l'étranger est celui qui vise à acquérir une participation (au moins 10% du capital avec droit de vote) dans la gestion d'une entreprise opérant dans un pays autre que celui de l'investisseur
DT.NFL.BOND.CD	Investissements de portefeuille, les obligations (PPG, PNG) (en \$ US courant)	Les obligations sont des titres émis avec un taux d'intérêt fixe pour une période de plus d'un an. Ils comprennent les flux nets transfrontaliers obligataires publics et publiquement garanties et privées non garanties.
	Tableau II.B : Dettes	
GC.DOD.TOTL.GD.ZS	Dettes du gouvernement central, total (% du PIB)	La dette représente l'ensemble des obligations contractuelles à échéance déterminée du gouvernement moins le montant des capitaux propres et des instruments financiers dérivés détenus par le gouvernement. Elle inclut aussi bien les engagements envers les acteurs intérieurs et étrangers. Parce que la dette est un stock plutôt qu'un flux, elle se mesure à une date donnée, généralement au dernier jour de l'exercice financier.
BN.CAB.XOKA.CD	Balance des comptes courants (en \$ US courant)	Cela représente la somme des exportations nettes des produits, des services et des revenus + les transferts courants.
DT.DSB.DPPG.CD	Rachat de la dette (en \$ US courant)	Le rachat de la dette est le rachat par un débiteur de sa propre dette. Dans le cas d'un rachat d'une dette à long terme, la valeur nominale de la dette rachetée sera enregistrée comme une baisse du stock de la dette à long terme, et le montant de l'encaisse reçue par les créanciers sera enregistré comme un remboursement de capital.

DT.DSF.DPPG.CD	Réduction du stock de la dette (en \$ US courant)	Les réductions du stock de la dette indiquent le montant qui a été déduit de l'encours de la dette en utilisant des programmes de conversion de créance tels que des rachats et des swaps de capital ou la valeur actualisée des obligations à long terme qui ont été émises en échange de la dette. Il inclut l'effet de toute opération financière qui permettra de réduire le stock de dette autre que la restructuration de la dette, le remboursement du capital et la dette pardonnée. En particulier, la réduction de stock de la dette comprend la valeur nominale de la dette rachetée, la valeur nominale de la dette échangée contre des actions ou autres, toute réduction de valeur nominale qui pourrait résulter d'un échange d'obligations, et toute réduction de valeur de la dette résultant d'un échange ou d'un escompte d'obligations.
DT.DXR.DPPG.CD	Stock de la dette rééchelonnée (en \$ US courant)	Le stock de la dette rééchelonnée est le montant de la dette rééchelonnée en cours dans une année donnée.
DT.AMT.OFFT.CD	PPG, les créanciers officiels (en \$ US courant)	La dette publique et publiquement garantie des créanciers officiels comprend les prêts d'organisations internationales (prêts multilatéraux) et les prêts des gouvernements (prêts bilatéraux).
DT.AMT.MIBR.CD	PPG, la BIRD (en \$ US courant)	La dette publique et publiquement garantie par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) est non concessionnelle. La dette non concessionnelle exclut les prêts avec un élément de subvention initiale de 25 pour cent ou plus.
DT.AMT.MIDA.CD	PPG, l'IDA (en \$ US courant)	La dette publique et publiquement garantie par l'Association internationale de développement (IDA) est concessionnelle. La dette concessionnelle se définit comme des prêts avec un élément de subvention initiale de 25 pour cent ou plus.
DT.AMT.MLAT.CD	PPG, multilatéraux (en \$ US courant)	Les prêts multilatéraux publics et publiquement garantis comprennent les prêts et les crédits de la Banque mondiale, banques régionales de développement, et d'autres agences multilatérales et intergouvernementales. Sont exclus les prêts sur fonds administrés par une organisation internationale au nom d'un seul pays donateur; ils sont classés comme des prêts des gouvernements
DT.DIS.BLAT.CD	PPG, bilatérales (en \$ US courant)	La dette bilatérale comprend des prêts de gouvernements et leurs agences (y compris les banques centrales), les prêts par des organismes autonomes, et des prêts directs des agences officielles de crédit.
DT.DOD.PBND.CD	PPG, d'obligations (en \$ US courant)	La dette publique et publiquement garantie des obligations qui sont émises soit publiquement ou placées par le privé.
DT.DOD.PNGB.CD	PNG, des obligations (en \$ US courant)	La dette non garantie des obligations qui sont placées pas le privé. La dette privée non garantie est une obligation extérieure d'un débiteur privé qui n'est pas garantie par une entité publique pour le remboursement.
DT.DOD.PNGC.CD	PNG, les banques commerciales et d'autres créanciers (en \$ US courant)	Les dettes publiques non garanties provenant de prêts contractés auprès des banques commerciales et d'autres institutions financières. La dette est non garantie quand la créance détenue sur un débiteur nationale n'est pas garantie par une entité publique pour le remboursement.
BN.CAB.XOKA.GD.ZS	Balance des paiements courants (en % du PIB)	Cela représente la somme des exportations nettes des produits, des services et des revenus + les transferts courants.
	Tableau II.B.a : Dettes internes	
DT.AMT.PCBK.CD	PPG, les banques commerciales (en \$ US courant)	Les dettes Publiques et publiquement garanties sont des prêts contractés auprès des banques commerciales, auprès des banques privées et autres institutions financières privées.
DT.DOD.PNGC.CD	PNG, les banques commerciales et d'autres créanciers (en \$ US courant)	La dette non garantie à long terme sont les prêts contractés auprès des banques commerciales et auprès des banques privées et autres institutions financières privées. Privée non garantie à long terme est une obligation

		d'un débiteur privé qui n'est pas garantie par une entité publique pour le remboursement.
DT.DIS.PRVT.CD	PPG, les créanciers privés (en \$ US courant)	La dette publique et publiquement garantie contractée auprès de créanciers privés comprend les obligations qui sont émises soit publiquement ou placées par le privé; prêts des banques commerciales auprès des banques privées et autres institutions financières privées, et d'autres crédits privés.
	Tableau II.B.b' : Dettes externes	
DT.NFL.DLXF.CD	Les flux nets sur la dette extérieure à long terme (en \$ US courant)	Les flux nets (ou prêts nets ou décaissements nets) externes reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements moins les remboursements de capital. Ils sont à long terme quand leurs échéance est d'une durée d'un an ou moins.
DT.NFL.DPNG.CD	Les flux nets sur la dette extérieure, privée non garantie (PNG) (en \$ US courant)	La dette externe privée non garantie est une obligation extérieure d'un débiteur privé qui n'est pas garantie par une entité publique pour le remboursement. Les flux nets (ou prêts nets ou décaissements nets) reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements moins les remboursements de capital.
DT.NFL.DPPG.CD	Les flux nets sur la dette extérieure, publique et publiquement garantie (PPG) (en \$ US courant)	Les flux nets (ou prêts nets ou décaissements nets) reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements moins les remboursements de capital. La dette publique et publiquement garantie comprend les obligations à long terme externes de débiteurs publics, y compris le gouvernement national, les subdivisions politiques (ou un organisme), et des organismes publics autonomes, et les obligations externes des débiteurs privés, qui sont garantis par une entité publique pour le remboursement.
DT.NFL.DSTC.CD	Les flux nets sur la dette extérieure à court terme (en \$ US courant)	Les flux nets (ou prêts nets ou décaissements nets) reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements moins les remboursements de capital. La dette publique et publiquement garantie comprend les obligations à long terme externes de débiteurs publics, y compris le gouvernement national, les subdivisions politiques (ou un organisme), et des organismes publics autonomes, et les obligations externes des débiteurs privés, qui sont garantis par une entité publique pour le remboursement.
DT.DOD.PUBS.CD	Encours de la dette extérieure à long terme du secteur public (en \$ US courant)	La dette externe à long terme du secteur public transmet des informations sur la distribution de dette à long terme pour les pays par type de débiteur (le gouvernement central, provincial, local, la banque centrale, les entreprises publiques et mixtes, et les banques officielles de développement).
DT.DOD.DIMF.CD	Utilisation des crédits du FMI (en \$ US courants)	L'utilisation du crédit du FMI comprend les achats et les tirages par facilité élargie de crédit, la ligne de crédit, crédit rapide, les accords de confirmation, la ligne de crédit modulable, et le mécanisme élargi de crédit. Instruments de prêt du FMI ont changé au fil du temps pour répondre aux circonstances particulières de ses membres.
DT.DOD.DECT.CD	Stocks de la dette extérieure, total (en \$ US courant)	La dette extérieure totale est la dette due aux non-résidents remboursables en devises, de marchandises ou de services. Elle est la somme des dettes publiques et publiquement garanties et privée non garantie, dettes à long terme à court terme, et l'utilisation des crédits du FMI.
DT.DOD.DECT.GN.ZS	Stocks de la dette extérieure (% du RNB)	La dette extérieure totale est la dette due aux non-résidents remboursables en devises, de marchandises ou de services. Elle est la somme des dettes publiques et publiquement garanties et privée non garantie, dettes à long terme à court terme, et l'utilisation des crédits du FMI.
DT.DOD.DLXF.CD	Stocks de la dette extérieure à long terme (en \$ US courant)	La dette à long terme est une dette qui a une échéance initiale ou prolongée de plus d'un an. Elle a trois composantes: publique,

		publiquement garantie et dette privée non garantie.
DT.DOD.DPNG.CD	Stock de la dette externe, privée non garantie (PNG) (en \$ US courant)	La dette extérieure à long terme privée non garantie comprend les obligations de débiteurs privés externes qui ne sont pas garantis pour le remboursement par une entité publique
DT.DOD.DPPG.CD	Stocks de la dette extérieure, publique et publiquement garantie (PPG) (en \$ US courant)	La dette publique et publiquement garantie comprend les obligations à long terme externes de débiteurs publics, y compris le gouvernement national, les subdivisions politiques (ou un organisme), et des organismes publics autonomes, et les obligations externes des débiteurs privés, qui sont garantis par une entité publique pour le remboursement.
DT.DOD.DSTC.CD	Stocks de la dette externe à court terme (en \$ US courant)	La dette extérieure à court terme est définie comme la dette qui a une échéance initiale d'un an ou moins.
DT.DOD.DSTC.IR.ZS	Dette à court terme (% du total des réserves)	La dette à court terme inclut tous les titres de créance ayant une échéance initiale d'un an ou moins et les intérêts en arrérages sur la dette à long terme. Les réserves totales incluent l'or.
DT.DOD.DSTC.ZS	Dette à court terme (en% de la dette extérieure totale)	La dette à court terme inclut tous les titres de créance ayant une échéance initiale d'un an ou moins et les intérêts en arrérages sur la dette à long terme. Les réserves totales incluent l'or.
DT.DOD.MDRI.CD	Accords d'annulation de la dette (en \$ US courant)	L'annulation de la dette couvre à la fois les subventions, la dette annulée par accord entre le débiteur et le créancier et la réduction de la valeur actuelle nette de la dette non qualifiée d'aide publique au développement réalisée par rééchelonnement ou par refinancement.
DT.DOD.MLAT.ZS	La dette multilatérale (% de la dette extérieure totale)	La dette multilatérale est celle qui est contractée auprès des organisations économiques mondiales et leurs succursales régionales.
DT.NFL.IMFC.CD	Flux financiers nets, le FMI concessionnels (en \$ US courant)	Les flux financiers nets reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements de prêts et de crédits moins les remboursements du principal. FMI Fonds monétaire international, qui offre des prêts non concessionnels par le crédit qu'il offre à ses membres, principalement pour répondre aux besoins de balance des paiements.
DT.NFL.IMFN.CD	Flux financiers nets, le FMI non concessionnels (en \$ US courant)	Les flux financiers nets reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements de prêts et de crédits moins les remboursements du principal. FMI Fonds monétaire international, qui offre des prêts non concessionnels par le crédit qu'il offre à ses membres, principalement pour répondre aux besoins de balance des paiements.
DT.NFL.MIBR.CD	Flux financiers nets, la BIRD (en \$ US courant)	Les flux financiers nets reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements de prêts et de crédits moins les remboursements du principal. BIRD est la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la fondation et le plus grand membre du Groupe de la Banque mondiale.
DT.NFL.MIDA.CD	Flux financiers nets, de l'IDA (en \$ US courant)	Les flux financiers nets reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements de prêts et de crédits moins les remboursements du principal. L'IDA est l'Association internationale de développement, le guichet de prêt concessionnel du Groupe de la Banque mondiale.
DT.NFL.MLAT.CD	Flux financiers nets, multilatéraux (en \$ US courant)	Les prêts multilatéraux publics et publiquement garantis comprennent les prêts et les crédits de la Banque mondiale, banques régionales de développement, et d'autres agences multilatérales et intergouvernementales.
DT.NFL.MOTH.CD	Flux financiers nets, autres (en \$ US courant)	Les flux financiers nets reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements de prêts et de crédits moins les remboursements du principal. Les «autres» sont une catégorie résiduelle dans le système de la Banque mondiale de notification de la dette. Cette catégorie comprend des institutions comme le Fonds de développement des Caraïbes, le Conseil de l'Europe, le Fonds européen de développement, Banque islamique de développement, le Fonds nordique de développement, etc
DT.NFL.DECT.CD	Les flux nets sur la dette extérieure, total (en \$ US courant)	Les flux nets (ou prêts nets ou décaissements nets) reçus par l'emprunteur au cours de l'année sont les décaissements moins les

		remboursements de capital.
	Tableau III : Politique monétaire	
PA.NUS.PPP	Facteur de conversion PPA (LCU par \$ internationaux)	Le facteur de conversion de la parité du pouvoir d'achat indique le nombre d'unités de monnaie nécessaire dans un pays pour acheter les mêmes quantités de biens et services dans le marché intérieur que permettrait d'acheter le \$ américain aux États-Unis. Ce facteur est utile pour savoir si la politique monétaire du pays est conforme ou non aux règles de la concurrence mondiale de l'OMC (sous ou surévaluation). LCU veut dire en monnaie locale.
PA.NUS.PPPC.RF	Facteur de conversion PPA par rapport au taux de change du marché	Le facteur de conversion de la parité du pouvoir d'achat indique le nombre d'unités de monnaie nécessaire dans un pays pour acheter les mêmes quantités de biens et services dans le marché intérieur que permettrait d'acheter le \$ américain aux États-Unis. Ce facteur est utile pour savoir si la politique monétaire du pays est conforme ou non aux règles de la concurrence mondiale de l'OMC (sous ou surévaluation).
PA.NUS.PRVT.PP	Facteur de conversion PPA, la consommation privée (LCU par \$ internationaux)	Le facteur de conversion de la parité du pouvoir d'achat indique le nombre d'unités de monnaie nécessaire dans un pays pour acheter les mêmes quantités de biens et services dans le marché intérieur que permettrait d'acheter le \$ américain aux États-Unis. Ce facteur est utile pour savoir si la politique monétaire du pays est conforme ou non aux règles de la concurrence mondiale de l'OMC (sous ou surévaluation). LCU veut dire en unités de monnaie locale.

<i>Codes</i>	<i>Sources</i>
NY.GDP.MKTP.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GDP.PCAP.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GNP.MKTP.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GNP.PCAP.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GDP.MKTP.KD.ZG	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GDP.PCAP.KD.ZG	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GNP.PCAP.KD.ZG	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GNP.MKTP.KD.ZG	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
FP.CPI.TOTL.ZG	Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales et les fichiers de données.
NV.AGR.TOTL.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NV.AGR.TOTL.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NV.SRV.TETC.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NV.SRV.TETC.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.

NV.IND.TOTL.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NV.IND.TOTL.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
GC.BAL.CASH.GD.ZS	Fonds monétaire international, Gouvernement Finance Statistiques Yearbook et fichiers de données, et la Banque mondiale et l'OCDE estimations du PIB.
BN.CAB.XOKA.GD.ZS	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données, et la Banque mondiale et l'OCDE estimations du PIB.
BN.RES.INCL.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
FI.RES.TOTL.CD	Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales et les fichiers de données.
FI.RES.TOTL.DT.ZS	Banque mondiale, Global Development Finance.
FI.RES.TOTL.MO	Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales et les fichiers de données.
BN.GSR.FCTY.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
BN.TRF.KOGT.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
NY.TRF.NCTR.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
GC.TAX.TOTL.GD.ZS	Fonds monétaire international, Government Finance Statistics Yearbook et fichiers de données, et la Banque mondiale et l'OCDE estimations du PIB.
IC.TAX.PAYM	Banque mondiale, Doing Business (http://www.doingbusiness.org/).
IC.TAX.TOTL.CP.ZS	Banque mondiale, Doing Business (http://www.doingbusiness.org/).
NY.GNS.ICTR.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
IC.FRM.CORR.ZS	Banque mondiale, enquêtes auprès des entreprises (http://www.enterprisesurveys.org/).
EG.EGY.PROD.KT.OE	Agence Internationale de l'Energie (IEA Statistics © OCDE / AIE, http://www.iea.org/stats/index.asp).
NY.GDP.PETR.RT.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GNS.ICTR.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GDS.TOTL.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.GDS.TOTL.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.TAX.NIND.CD	Banque mondiale, Doing Business (http://www.doingbusiness.org/).
DT.ODA.ALLD.CD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Cooperation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont

	disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .
DT.ODA.OATL.CD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .
DT.ODA.ODAT.CD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .
DT.ODA.ODAT.GN.ZS	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .
DT.NFL.IAEA.CD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .
DT.NFL.IFAD.CD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .
DT.NFL.UNAI.CD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .

DT.NFL.UNCF.CD	<p>Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition</p> <p>géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne.</p>
DT.NFL.UNCR.CD	<p>Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition</p> <p>géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne.</p>
DT.NFL.UNDP.CD	<p>Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition</p> <p>géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne.</p>
DT.NFL.UNEC.CD	<p>Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition</p> <p>géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne.</p>
DT.NFL.UNFP.CD	<p>Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition</p> <p>géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne.</p>
DT.NFL.UNRW.CD	<p>Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition</p> <p>géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne.</p>

DT.NFL.UNTA.CD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .
DT.NFL.WFPG.CD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .
DT.NFL.WHOL.CD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Development Co-operation Report, et du développement international de statistique base de données. Les données sont disponibles en ligne à l'adresse: www.oecd.org / cad / stats / sdienligne .
NY.GSR.NFCY.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
GC.XPN.TOTL.GD.ZS	Fonds monétaire international, Government Finance Statistics Yearbook et fichiers de données, et la Banque mondiale et l'OCDE estimations du PIB.
IQ.CPA.PRES.XQ	Groupe Banque Mondiale, l'ACIP base de données (http://www.worldbank.org/ida).
IQ.CPA.ECON.XQ	Groupe Banque Mondiale, l'ACIP base de données (http://www.worldbank.org/ida).
IQ.CPA.FISP.XQ	Groupe Banque Mondiale, l'ACIP base de données (http://www.worldbank.org/ida).
IQ.CPA.MACR.XQ	Groupe Banque Mondiale, l'ACIP base de données (http://www.worldbank.org/ida).
IQ.CPA.PADM.XQ	Groupe Banque Mondiale, l'ACIP base de données (http://www.worldbank.org/ida).
IQ.CPA.PUBS.XQ	Groupe Banque Mondiale, l'ACIP base de données (http://www.worldbank.org/ida).
IQ.CPA.TRAN.XQ	Groupe Banque Mondiale, l'ACIP base de données (http://www.worldbank.org/ida).
NE.CON.GOV.T.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NE.CON.GOV.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NE.CON.PET.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.

NE.CON.PETC.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NE.CON.TETC.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NE.CON.TETC.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NE.DAB.TOTL.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NY.ADJ.AEDU.CD	Les estimations de la Banque mondiale en utilisant les données de l'Annuaire statistique des Nations Unies Division de la statistique et l'Institut statistique de l'UNESCO base de données en ligne.
NY.ADJ.AEDU.CD.ZS	Les estimations de la Banque mondiale en utilisant les données de l'Annuaire statistique des Nations Unies Division de la statistique et l'Institut statistique de l'UNESCO base de données en ligne.
SE.XPD.TERT.PC.ZS	Institut de statistique des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
SE.XPD.PRIM.PC.ZS	Institut de statistique des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
SE.XPD.SECO.PC.ZS	Institut de statistique des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
SH.XPD.PCAP	Organisation mondiale de la Santé nationale de données de comptes de la santé (www.who.int / nha / fr), complétée par les données des pays.
GB.XPD.RSDV.GD.ZS	Institut de statistique des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
MS.MIL.XPND.GD.ZS	Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Annuaire: l'armement, le désarmement et sécurité internationale.
NE.GDI.TOTL.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
IE.PPI.WATR.CD	Banque mondiale, la participation privée dans la Base de données des projets d'infrastructure (http://ppi.worldbank.org).
IE.PPI.TELE.CD	Banque mondiale, la participation privée dans la Base de données des projets d'infrastructure (http://ppi.worldbank.org).
IE.PPI.TRAN.CD	Banque mondiale, la participation privée dans la Base de données des projets d'infrastructure (http://ppi.worldbank.org).
IE.PPI.ENGY.CD	Banque mondiale, la participation privée dans la Base de données des projets d'infrastructure (http://ppi.worldbank.org).
SH.XPD.PUBL.GX.ZS	Organisation mondiale de la Santé nationale de données de comptes de la santé (www.who.int / nha / fr), complétée par les données des pays.

SH.XPD.PUBL.ZS	Organisation mondiale de la Santé nationale de données de comptes de la santé (www.who.int / nha / fr), complétée par les données des pays.
SH.XPD.TOTL.ZS	Organisation mondiale de la Santé nationale de données de comptes de la santé (www.who.int / nha / fr), complétée par les données des pays.
NE.GDI.TOTL.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
DT.NFL.BOND.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.INT.DECT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.INT.DECT.GN.ZS	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.TDS.DECT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.TDS.DECT.GN.ZS	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.TDS.MLAT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.TDS.MLAT.PG.ZS	Banque mondiale, Global Development Finance.
BN.CAB.XOKA.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
DT.DSB.DPPG.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
NE.TRD.GNFS.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
BG.GSR.NFSV.GD.ZS	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données, et la Banque mondiale et l'OCDE estimations du PIB.
NE.RSB.GNFS.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NE.RSB.GNFS.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
SM.POP.TOTL	Division population des Nations Unies, Trends in Total Migrant Stock: 2008 Revision.
SM.POP.NETM	Division population des Nations Unies, Trends in Total Migrant Stock: 2008 Revision.
BN.GSR.GNFS.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
BN.GSR.MRCH.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
NE.EXP.GNFS.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NE.EXP.GNFS.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
TX.VAL.TECH.CD	Nations Unies, base de données Comtrade.
TX.VAL.TECH.MF.ZS	Nations Unies, base de données Comtrade.
TX.VAL.ICTG.ZS.UN	United Nations Statistics Division du commerce des marchandises (Comtrade) base de données.

BX.GSR.CCIS.ZS	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
BX.GSR.MRCH.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
BX.GSR.NFSV.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
BX.GSR.TOTL.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
TM.VAL.ICTG.ZS.UN	United Nations Statistics Division du commerce des marchandises (Comtrade) base de données.
IC.EXP.COST.CD	Banque mondiale, Doing Business (http://www.doingbusiness.org/).
MS.MIL.XPRT.KD	Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Annuaire: l'armement, le désarmement et sécurité internationale.
BX.GSR.INSF.ZS	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
NE.IMP.GNFS.ZS	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
NE.IMP.GNFS.CD	La Banque mondiale de données des comptes nationaux et OCDE fichiers données des comptes nationaux.
EG.IMP.CONS.ZS	Agence Internationale de l'Energie (IEA Statistics © OCDE / AIE, http://www.iea.org/stats/index.asp) et des Nations Unies, Annuaire statistique de l'énergie.
TM.VAL.ICTG.ZS.UN	United Nations Statistics Division du commerce des marchandises (Comtrade) base de données.
BM.GSR.MRCH.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
BM.GSR.NFSV.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
BM.GSR.TOTL.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
TM.VAL.FOOD.ZS.UN	Estime de la Banque mondiale sur la base de données Comtrade maintenue par la Division statistique des Nations Unies.
IC.IMP.COST.CD	Banque mondiale, Doing Business (http://www.doingbusiness.org/).
MS.MIL.MPRT.KD	Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Annuaire: l'armement, le désarmement et sécurité internationale.
ST.INT.RCPT.CD	Organisation mondiale du tourisme, Annuaire des statistiques du tourisme, Compendium de statistiques du tourisme et des fichiers de données.
ST.INT.RCPT.XP.ZS	Organisation mondiale du tourisme, Annuaire des statistiques du tourisme, Compendium de statistiques du tourisme et des fichiers de données.
ST.INT.XPND.CD	Organisation mondiale du tourisme, Annuaire des statistiques du tourisme, Compendium de statistiques du tourisme et des fichiers de données.

ST.INT.XPND.MP.ZS	Organisation mondiale du tourisme, Annuaire des statistiques du tourisme, Compendium de statistiques du tourisme et des fichiers de données.
BN.KLT.DINV.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
BM.KLT.DINV.GD.ZS	Fonds monétaire international, International Financial Statistics et de balance des paiements des bases de données, la Banque mondiale, Global Development Finance, et la Banque mondiale et l'OCDE estimations du PIB.
BX.KLT.DINV.CD.WD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
BX.KLT.DINV.WD.GD.ZS	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
DT.NFL.BOND.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
GC.DOD.TOTL.GD.ZS	Fonds monétaire international, Government Finance Statistics Yearbook et fichiers de données, et la Banque mondiale et l'OCDE estimations du PIB.
BN.CAB.XOKA.CD	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
DT.DSB.DPPG.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DSF.DPPG.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DXR.DPPG.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.AMT.OFFT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.AMT.MIBR.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.AMT.MIDA.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.AMT.MLAT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DIS.BLAT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.PBND.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.PNGB.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.PNGC.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
BN.CAB.XOKA.GD.ZS	Fonds monétaire international, la balance des paiements Annuaire et fichiers de données.
DT.AMT.PCBK.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.PNGC.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DIS.PRVT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.DLXF.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.

DT.NFL.DPNG.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.DPPG.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.DSTC.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.PUBS.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.DIMF.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.DECT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.DECT.GN.ZS	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.DLXF.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.DPNG.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.DPPG.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.DSTC.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.DSTC.IR.ZS	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.DSTC.ZS	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.MDRI.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.DOD.MLAT.ZS	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.IMFC.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.IMFN.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.MIBR.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.MIDA.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.MLAT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.MOTH.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
DT.NFL.DECT.CD	Banque mondiale, Global Development Finance.
PA.NUS.PPP	Banque mondiale, base de données du Programme international de comparaison.
PA.NUS.PPPC.RF	Banque mondiale, base de données du Programme international de comparaison.
PA.NUS.PRVT.PP	Banque mondiale, base de données du Programme international de comparaison.



D0205999 0